

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE



Québec 

JUIN 2014

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
1	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	1
2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu ; b) le coût ; c) la ou les dates de participation ; d) le nombre de participants ; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ; f) le nom de la formation ou de l'activité.	2
3	Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	3
4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat ; b) la liste des membres ; c) le budget dépensé ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) les résultats atteints.	4
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	5
6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.	6
7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014 en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	7
8	Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.	8
9	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	9
10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.	22
11	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.	26

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 : <ul style="list-style-type: none"> • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne. 	27
13	Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. 	30
14	Sommes ventilées accordées par le ministère pour 2013-2014 et pour 2012-2013 et 2011-2012 concernant la sécurité dans les palais de justice et description des actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Prévisions pour 2014-2015.	31
15	Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.	32
16	Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2012-2013 et 2013-2014 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2014-2015.	32
17	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	34
18	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2012-2013 et 2013-2014.	35
19	Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	36
20	Le nombre d'interventions avec un pistolet Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	37
21	Copie des études, scénarios et /ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2014 concernant le pistolet Taser.	38
22	Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	39
23	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	40
24	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	41
25	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	42
26	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 : <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles. 	43

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
27	Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir : a) description des actions posées, pour chaque phase; b) les coûts engendrés, pour chaque phase; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.	45
28	Concernant l'unité permanente anticorruption : a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent; b) Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2014-2015 en comparaison avec 2013-2014; c) le détail des coûts engendrés par ses activités ; d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers ; e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête; f) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées; g) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; h) Le bilan des activités de l'UPAC.	49
29	Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	50
30	Indiquer les sommes dépensées en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions pour 2014-2015) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	51
31	Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)	52
32	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2006, et prévisions pour 2014-2015.	53
33	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	54
34	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.	55
35	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.	56
36	Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.	57
37	État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi no 12 en mai 2013.	58
38	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2012, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire	32
39	La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2014.	32
40	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	32
41	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2014.	32
42	Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2012-2013 et 2013-2014. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2014-2015.	32
43	La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	32

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
44	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2014.	32
45	L'investissement pour la période 2012-2013 et 2013-2014 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour au 31 mars 2014.	32
46	Les investissements pour la période 2012-2013 et 2013-2014 en équipements spécialisés, par catégorie et par district. Prévisions pour 2014-2015.	32
47	Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elle pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	59
48	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2012-2013 et 2013-2014.	32
49	Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ en 2012-2013 et 2013-2014. : a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ; b) sur les routes entretenues par une municipalité. Ventiler également par une distinction entre les constats d'infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.	33
50	Au 31 mars 2014 ventilation par poste des effectifs des Escouades régionales mixtes et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé. Comparer avec les trois années financières précédentes.	33
51	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2013-2014.	33
52	La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés pour l'année 2013-2014 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2014-2015.	33
53	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs en 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les augmentations prévues.	33
54	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2012-2013 et 2013-2014.	60
55	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2012-2013 et 2013-2014.	33
56	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2012-2013 et 2013-2014.	33
57	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.	61
58	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2012-2013 et 2013-2014.	33
59	Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)	33
60	Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.	33
61	Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2012-2013 et 2013-2014.	33
62	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	62
63	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2014, répartis par corps de police municipal.	73

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
64	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	75
65	La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.	76
66	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2012-2013 et 2013-2014.	77
67	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour 2012-2013 et 2013-2014.	78
68	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2014.	79
69	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque établissement de détention au 31 mars 2014.	80
70	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	81
71	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.	82
72	Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour 2012-2013 et 2013-2014.	83
73	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.	84
74	Répartition de la durée totale et de la durée moyenne des octrois d'absence temporaire par établissement de détention pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.	85
75	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention pour 2012-2013 et 2013-2014.	86
76	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.	87
77	Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à tout autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.	88
78	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 par région administrative.	89
79	Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	90
80	Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	91
81	Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention. Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.	92
82	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.	93
83	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.	94

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
84	Produire le plan triennal d’immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s’est poursuivie au cours des exercices 2012-2013 et 2013-2014. Fournir l’échéancier complet pour chaque projet (qu’il s’agisse de rénovation ou de nouvelle construction).	95
85	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci et les salaires donnés aux détenus.	96
86	Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2003-2004 à 2013-2014. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).	98
87	Conclusions concernant l’échec du Plan d’action gouvernemental 2010-2013 – La réinsertion sociale des personnes contrevenantes : une sécurité durable. Copie des rapports le concernant.	99
88	Le coût de l’élaboration du Plan d’action gouvernemental 2010-2013 – La réinsertion sociale des personnes contrevenantes : une sécurité durable.	100
89	Les ressources supplémentaires accordées afin de réaliser le Plan d’action gouvernemental 2010-2013 – La réinsertion sociale des personnes contrevenantes : une sécurité durable, pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.	101
90	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.	102
91	Pour 2012-2013 et 2013-2014, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CSST suite à une blessure à l’emploi du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	103
92	Le nombre d’heures et le taux d’absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	104
93	Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilation par établissements de détention.	105
94	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilation par établissement de détention.	105
95	Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Ventiler par établissement de détention	106
96	Le nombre d’inspections cellulaire, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilé par établissement de détention.	107
97	Échéancier complet et coûts totaux et par unité (cellule) relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles.	109
98	Ventilation de l’aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2012-2013 et 2013-2014.	110
99	Coûts relatifs à chacune des interventions effectuées dans le cadre du Plan d’action gouvernemental relatif à l’accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic, ventilé par programme.	119
100	Coût du programme d'aide financière spécifique relatif aux mesures de rétablissement déployées à la suite de l'incendie mortel survenu le 23 janvier 2014 dans une résidence pour personnes âgées à l'Ile verte	120
101	État d’avancement de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024. Indiquer le budget et l’effectif prévus pour sa mise en œuvre pour 2014-2015.	121

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
102	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	122
103	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2012-2013 et 2013-2014.	123
104	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.	124
105	Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.	127
106	Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.	128
107	Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.	129
108	Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile	130
109	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 et 2013-2014.	131
110	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	132
111	La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	133
112	La liste des conditions et des tests requis pour être admissible à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	134
113	La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	135
114	Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 et 2013-2014.	137
115	La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	138
116	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour 2012-2013 et 2013-2014 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	139
117	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour 2012-2013 et 2013-2014 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	140
118	Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	141
119	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 et 2013-2014.	142
120	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	143
121	Le nombre de dossiers reçus pour 2012-2012 et 2013-2014 par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).	144
122	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2014, par catégorie et par origine.	145
123	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	146
124	État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	147
125	Pour 2012-2013 et 2013-2014, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	148

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
126	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2012-2013 et 2013-2014, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	149
127	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 et 2013-2014.	150
128	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours de la même période.	151
129	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	152
130	La liste des enquêtes terminées en 2012-2013 et 2013-2014 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	153
131	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2014 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	154
132	Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour 2012-2013 et 2013-2014.	155
133	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2013-2014, et prévisions pour 2014-2015.	156
134	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour 2012-2013 et 2013-2014, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	157
135	La répartition des décisions prises par la Commission pour 2012-2013 et 2013-2014 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	158
136	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour 2012-2013 et 2013-2014.	159
137	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	160
138	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	161
139	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 et 2013-2014.	162
140	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	163
141	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour 2012-2013 et 2013-2014.	164
142	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour 2012-2013 et 2013-2014, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	165
143	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour 2012-2013 et 2013-2014, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	166
144	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour 2012-2013 et 2013-2014.	167
145	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour 2012-2013 et 2013-2014.	168
146	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que le résultat de la décision.	169
147	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	170

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
148	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2012-2013 et 2013-2014.	171
149	Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.	172
150	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2012-2013 et 2013-2014, par région.	173
151	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2012-2013 et 2013-2014.	174
152	Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2012-2013 et 2013-2014.	175

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 1 : Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;**
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;**
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**

Veuillez vous référer à la question 8 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : **Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Indiquer :**

- a) le lieu;**
- b) le coût;**
- c) la ou les dates de participation;**
- d) le nombre de participants;**
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;**
- f) le nom de la formation ou de l'activité.**

Veuillez vous référer à la question 16 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 3 : Sommes dépensées en 2012-2013 ¹ et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veillez vous référer à la question 1 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour l'année 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 ¹ et 2013-2014, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) son mandat;b) la liste des membres;c) le budget dépensé;d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;e) les résultats atteints.
--

Veillez vous référer à la question 4 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 5 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Veuillez vous référer aux questions 11 et 12 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 6 : Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

Veuillez vous référer à la question 13 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 ¹ et 2013-2014 en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Veillez vous référer à la question 14 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception

Les avis juridiques demandés par le ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés, lequel prévoit ce qui suit :

« 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. » (nos soulignements)

Le droit au secret professionnel appartient au gouvernement et lui seul peut y renoncer.

La Loi sur le ministère de la Justice prévoit à son article 3 que « Le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. ». C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères. Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Le ministre de la Justice doit être consulté à ce sujet. Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, nous portons à votre attention que l'article 214 du Règlement de l'Assemblée nationale énonce que :

« 214. Dépôt du document - Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public. ».

Pour ces raisons, nous ne pouvons donner suite à votre demande de vous communiquer la liste et copie de tous les avis juridiques demandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le MSP ou le cabinet dans le cadre de l'étude des crédits.

Aucun avis externe n'a été demandé par le ministère sauf en ce qui a trait aux expertises techniques en lien avec les sinistres réels ou imminents.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Lettre	Anglocom	72
Traduction de dix fichiers	Anglocom	890
Traduction du français vers l'allemand	Edgar	489
Lettre	Atlas enr.	18
Mot de bienvenue du ministre	Atlas enr.	83
Dépliant <i>Victims</i>	Atlas enr.	20
Power Point ministres FPT Lac-Mégantic	Atlas enr.	152
Lettre fournisseur	Atlas enr.	140
Lettre	Atlas enr.	118
Mot ministre, mot directeur SQ et texte remise de médailles autochtones 2013	Atlas enr.	615

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Règles de sécurité pour les intervenants communautaires bénévoles en établissement de détention	Anglocom inc	1 259

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE · 01.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Rapports d'analyse pour la cour	Traduction Guy Demers inc.	5 559

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Communiqués et notes aux directeurs de police Pratiques policières	Les Productions Trois-Points Limitée	7 383
Guide d’enquête sur les disparitions et enlèvements – Annexe 9 et 13	École nationale de police du Québec	2 788

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction anglaise du nouveau programme général d'aide financière.	Bureau de traduction Atlas enr.	1 825
Traduction de deux lettres adressées à des sinistrés.	Traductions scientifiques C.H.-K.A.Y. inc.	109
Traduction du formulaire de réclamation et de son guide.	Florentin, Valérie	862
Traduction d'une lettre adressée à un sinistré.	Anglocom inc.	91

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉLÉMENTS DE GESTION CENTRALE - 01.06

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Règlement : Pièces d'identité et uniformes des titulaires de permis d'agent et identification des véhicules utilisés dans le cadre des activités	CSPQ (Les Publications du Québec)	530
Règlement : Procédure de sélection et de formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes	CSPQ (Les Publications du Québec)	839
Règlement : Discipline interne des policiers et policières de la ville de Montréal	CSPQ (Les Publications du Québec)	1 514
Règlement : Formation pour les agents de sécurité privée	CSPQ (Les Publications du Québec)	544

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Lettres (2)	Alpha traduction et interprétations inc.	74
Accusé de réception	Alpha traduction et interprétations inc.	30
Loi, projet de loi et règlement	Publications du Québec	1 464

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Décisions rendues lors des séances	Traduction Amérique	6 218

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction de 94 rapports d’investigation et d’enquête	Traduction Alain Gélinas inc.	9 148

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction de 132 décisions	Traduction Amériques	8 725
Traduction d'un sommaire	Traduction Amériques	550
Traduction de 6 demande d'accès	Traduction Amériques	125

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Décision du Comité de déontologie policière	Williamson, Karen P.	842

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Texte et documents pour une présentation à un congrès	Edgar inc.	1 447
Texte d'un document pour les participants à une présentation	Edgar inc.	356
Texte et documents pour une conférence	Edgar inc.	661

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 10 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
Amos, 851, 3 ^e Rue Ouest	Travaux de mise aux normes
Amos, 891, 3 ^e Rue Ouest	Relogement des locaux
Amos, 891, 3 ^e Rue Ouest	Agrandissement des locaux
Baie-Comeau, 71, avenue Mance	Installation de la téléphonie IP
Chicoutimi, 227, rue Racine	Agrandissement des locaux
Gatineau, 170, rue de l'Hôtel-de-Ville	Réaménagement des locaux
Gatineau, 170, rue de l'Hôtel-de-Ville	Modification à l'entretien des locaux
Gatineau, 75, boulevard Saint-François	Réaménagement des locaux
Gatineau, 75, boulevard Saint-François	Installation de la téléphonie IP
Joliette, 420, rue de Lanaudière	Relogement des locaux
Kuujuarapik	Nouveau logement
Lac-Mégantic	Location d'un nouveau local
Laval, 400, Montée Saint-François	Nouvel établissement de détention
Montréal	Relogement des locaux
Montréal, 480, boulevard Saint-Laurent	Location d'un nouveau local
Montréal, 600, rue Fullum	Rétrocession d'espace

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 10 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
New Carlisle, 87, boulevard Gérard-D-Lévesque	Travaux de mise aux normes
Percé, 1, rue Principale	Travaux d'aménagement
Québec, 2525, boulevard Laurier	Agrandissement des locaux
Québec, 2525, boulevard Laurier	Borne électrique
Québec, 300, boulevard Jean-Lesage	Agrandissement des locaux
Québec, 500, rue de la Faune	Réaménagement des locaux
Québec, 835, boulevard René-Lévesque Est	Réaménagement des locaux
Saint-Jérôme, 2, boulevard de la Salette	Installation de la téléphonie IP
Saint-Jérôme, 2, boulevard de la Salette	Réaménagement des locaux
Saint-Joseph-de-Beauce, 795, avenue du Palais	Agrandissement des locaux
Salluit	Location d'un nouveau local
Sherbrooke, 1055, rue Talbot	Travaux de mise aux normes
Sherbrooke, 375, rue King ouest	Réaménagement des locaux
Sorel-Tracy, 46, rue Charlotte	Réaménagement des locaux
Trois-Rivières, 7600, boulevard Parent	Installation de la téléphonie IP

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – 03.01

QUESTION 10 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

- 1- Effectuer les travaux de rétrocession (espace d'entreposage) au 3675, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Montréal (Québec)
(la rétrocession représente une diminution des dépenses récurrentes annuelles de 100 000 \$)
- 2- Installation de 2 bornes d'alimentation électriques au palais de justice de Montréal pour les véhicules hybrides rechargeables de la RACJ.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE -03.05

QUESTION 10 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
500, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	Réfection de deux salles d'audience.

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

<p>QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 ¹ et 2013-2014 :</p> <p>a) la liste de tous les concours et tirages effectués;</p> <p>b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;</p> <p>c) l'objectif visé par la tenue de chacun de ces concours.</p>
<p>a) Prix du ministre.</p> <p>b) Sous la forme d'une bourse de 2 000 \$, ce prix est décerné à une étudiante ou à un étudiant dont le mémoire ou le stage de maîtrise se démarque par son apport particulier au regard de la mission du ministère.</p> <p>c) Vise à reconnaître la contribution du domaine de la recherche scientifique à l'amélioration des connaissances et des pratiques en matière de sécurité publique.</p>

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ PROTECTION - 01.04

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 ¹ et 2013-2014 :

- a) le nom de toutes les campagnes;**
- b) les coûts de ces campagnes;**
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;**
- d) les dates de diffusion de la campagne;**
- e) les objectifs visés par chaque campagne.**

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Lancement de la seconde édition de l'opération VACCIN (Vérification accrue de la capacité de conduite - Intervention nationale – Conférence de presse)	Numériqca inc.	51 \$

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 ¹ et 2013-2014 :

a) le nom de toutes les campagnes;
b) les coûts de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION		FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Titre :	Semaine de la sécurité civile 2013 - 5 au 11 mai 2013	Centre de services partagés du Québec	15 299 \$
Thème :	La nature ne pardonne pas! Ne soyez pas à sa merci!		
Objectif visé :	Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer pour faire face à diverses situations d'urgence.		
Descriptif :	Publicité Web sur Météo Média		
Titre :	Semaine de la prévention des incendies 2013 - 6 au 12 octobre 2013	Centre de services partagés du Québec	42 675 \$
Thème :	Sitôt averti! Sitôt sorti!	Remboursement RBQ de 34 237,50 \$	
		Mirabau Sérigraphie	36 262 \$
		François Escalmal	3 000 \$
		Imprimerie Héon & Nadeau	12 295 \$
		Imprimerie provinciale inc.	4 650 \$
		JB Deschamps	1 586 \$
Objectif visé :	Réduire le nombre de décès, les blessés ainsi que les pertes matérielles liés aux incendies	Fédération québécoise des municipalités	2 350 \$
Descriptif :	Campagne d'affichage Zoom Média Affiche routière Bande autocollante La Grande Évacuation pour affiche routière Publicité dans le magazine Quorum Publicité dans la revue Les Débrouillards	Les Publications BLD inc.	2 800 \$

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 ¹ et 2013-2014 :
a) le nom de toutes les campagnes;
b) les coûts de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION		FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Titre :	Semaine de la sécurité civile 2012 - 6 au 12 mai 2012		
Thème :	La nature ne pardonne pas, êtes-vous prêt?		
Objectif visé :	Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer pour faire face à diverses situations d'urgence.	Bureau d'assurance du Canada (BAC)	5 000 \$
Descriptif :	Participation à une campagne radio réalisée par le BAC Publicité Web sur Météo Média	Centre de services partagés du Québec	10 800 \$
Titre :	Semaine de la prévention des incendies 2012 - 7 au 13 octobre 2012	Centre de services partagés du Québec	17 281 \$
Thème :	Notre plan d'évacuation, on l'on fait!	Mirabau Sérigraphie	5 238 \$
Objectif visé :	Prévenir les incendies au Québec et réduire le nombre de décès, les blessés ainsi que les pertes matérielles liés aux incendies.	Les éditions Protégez-Vous	2 500 \$
		Les Publications BLD inc.	2 800 \$
Descriptif :	Campagne d'affichage Zoom Média La Grande Évacuation Autocollants La Grande Évacuation Chroniques dans le site Protégez-Vous.ca Publicité dans le magazine Quorum Publicité dans la revue Les Débrouillards	Fédération québécoise des municipalités	2 300 \$

¹ Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 13 : Pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Veuillez vous référer à la question 62 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 14 : Sommes ventilées accordées par le ministère pour 2013-2014 et pour 2012-2013 et 2011-2012 concernant la sécurité dans les palais de justice et description des actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Prévisions pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 65 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

Pour les réponses aux questions **15, 16, 38 à 46, 48 à 53, 55, 56 et 58 à 61** du 2^e groupe de l'opposition voir le cahier de la Sûreté du Québec.

- QUESTION 15 :** Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.
- QUESTION 16 :** Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2012-2013 et 2013-2014 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2014-2015.
- QUESTION 38 :** Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2012, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.
- QUESTION 39 :** La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2014.
- QUESTION 40 :** La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les augmentations et bonis prévus.
- QUESTION 41 :** Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2014.
- QUESTION 42 :** Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2012-2013 et 2013-2014. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2014-2015.
- QUESTION 43 :** La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.
- QUESTION 44 :** Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2014.
- QUESTION 45 :** L'investissement pour la période 2012-2013 et 2013-2014 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour au 31 mars 2014.
- QUESTION 46 :** Les investissements pour la période 2012-2013 et 2013-2014 en équipements spécialisés, par catégorie et par district. Prévisions pour 2014-2015.
- QUESTION 48 :** La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2012-2013 et 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

- QUESTION 49 :** Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ en 2012-2013 et 2013-2014 :
- a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports;
 - b) sur les routes entretenues par une municipalité.
- Ventiler également par une distinction entre les constats d'infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.
- QUESTION 50 :** Au 31 mars 2014 ventilation par poste des effectifs des Escouades régionales mixtes et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé. Comparer avec les trois années financières précédentes.
- QUESTION 51 :** Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2013-2014.
- QUESTION 52 :** La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés pour l'année 2013-2014 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2014-2015.
- QUESTION 53 :** La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs en 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les augmentations prévues.
- QUESTION 55 :** Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2012-2013 et 2013-2014.
- QUESTION 56 :** Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2012-2013 et 2013-2014.
- QUESTION 58 :** Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2012-2013 et 2013-2014.
- QUESTION 59 :** Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.).
- QUESTION 60 :** Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.
- QUESTION 61 :** Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2012-2013 et 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 17 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

Cette question concernait l'effectif financé dans le cadre du Fonds de recrutement de policiers qui a pris fin le 31 mars 2013. Les corps de police du Québec continuent néanmoins d'offrir des services d'enquête sur les crimes reliés aux gangs de rue conformément à leur niveau de service, mais le MSP ne détient pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté à ces enquêtes.

Pour complément d'information, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 18 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 105 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 19 : Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Veuillez vous référer aux questions 106 et 108 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 20 : Le nombre d'interventions avec un pistolet Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Veuillez vous référer aux questions 107 et 109 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Copie des études, scénarios et /ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2014 concernant le pistolet Taser.

Veillez vous référer à la question 3 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 22 : Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

La ventilation des dépenses est la suivante :

SOMMES DÉPENSÉES PROGRAMME NORCURNÉ	2012-2013	2013-2014
Professionnel – coordination du programme (25 % de la tâche)	14 355 \$	13 062 \$
Agente de secrétariat – saisie des fiches signalétiques (25 % de la tâche)	11 321 \$	14 999 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Veillez vous référer à la question 104 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 24 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2012-2013, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Veillez vous référer à la question 110 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 25 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2012-2013 et 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre du programme ACCES Tabac.

Année financière	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Amendes imposées	10,3 M\$	11,2 M\$	30,8 M\$	34,7 M\$	37,1 M\$

Le MSP ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année, depuis 2006 :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012a	2013p
TOTAL	5 843	5 053	5 255	5 240	5 408	4 930	5 281	5 526
Agressions sexuelles graves	44	22	22	25	34	17	28	18
Agressions sexuelles armées	89	71	79	54	66	62	60	48
Agressions sexuelles simples	4 774	3 999	4 126	4 084	4 104	3 643	3 779	3 789
<i>Total des agressions sexuelles</i>	<i>4 907</i>	<i>4 092</i>	<i>4 227</i>	<i>4 163</i>	<i>4 204</i>	<i>3 722</i>	<i>3 867</i>	<i>3 855</i>
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	936	961	1 028	1 077	1 204	1 208	1 414	1 671

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité et, depuis 2008, la corruption d'enfant, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur et le voyeurisme.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année, depuis 2006 :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT

TYPE DE CLASSEMENT	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012a	2013p
TOTAL	5 843	5 053	5 255	5 240	5 408	4 930	5 281	5 526
Classées par mise en accusation	2 186	1 862	1 809	1 613	1 607	1 614	1 779	1 707
Classées sans mise en accusation	1 891	1 641	1 592	1 592	1 495	1 582	1 566	1 188
<i>Infractions classées</i>	<i>4 077</i>	<i>3 503</i>	<i>3 401</i>	<i>3 205</i>	<i>3 102</i>	<i>3 196</i>	<i>3 345</i>	<i>2 895</i>
Infractions non classées	1 766	1 550	1 854	2 035	2 306	1 734	1 936	2 631

TYPE DE CLASSEMENT	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012a	2013p
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Classées par mise en accusation	37,4%	36,8%	34,4%	30,8%	29,7%	32,7%	33,7%	30,9%
Classées sans mise en accusation	32,4%	32,5%	30,3%	30,4%	27,6%	32,1%	29,7%	21,5%
<i>Infractions classées</i>	<i>69,8%</i>	<i>69,3%</i>	<i>64,7%</i>	<i>61,2%</i>	<i>57,4%</i>	<i>64,8%</i>	<i>63,3%</i>	<i>52,4%</i>
Infractions non classées	30,2%	30,7%	35,3%	38,8%	42,6%	35,2%	36,7%	47,6%

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relève du ministère de la Justice du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :
a) la description des actions posées, pour chaque phase;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase;
c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.

Le plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle prévoit la réalisation d'une campagne gouvernementale de sensibilisation aux agressions à caractère sexuel. Cette mesure est sous la responsabilité du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine de même que du ministère de la Justice du Québec. Par conséquent, ces deux ministères détiennent tous les détails quant à la réalisation de cette campagne et quant aux données qui concernent la ligne téléphonique d'aide mise sur pied à cet effet. Tous les ministères membres du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle sont mentionnés uniquement à titre de collaborateurs.

Voici les principales réalisations des mesures du plan d'action auxquelles le MSP participe :

Mesure 27 - Favoriser l'harmonisation du processus de filtrage :

Une rencontre du Comité provincial sur le filtrage réunissant des représentants du ministère de la Sécurité publique (MSP), de la Sûreté du Québec, des corps de police de tous les niveaux de service, de l'Association des directeurs de police du Québec et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a eu lieu en avril 2013. Le comité s'est également réuni une fois par conférence téléphonique, le 25 novembre 2013. Le Comité provincial sur le filtrage a pour principaux objectifs de :

- traiter toute question liée au filtrage fait par les services de police (uniformisation du processus de filtrage là ou cela est possible, signature des ententes, etc.);
- traiter les situations problématiques liées à l'application des ententes.

Rappelons qu'en 2012, un groupe de travail issu du Comité provincial sur le filtrage a révisé la pratique policière sur le filtrage afin de l'adapter aux nouvelles réalités, dont la dernière mise à jour datait de 2004. Le processus de révision a été complété et la pratique révisée est en vigueur depuis le 3 avril 2013.

Des travaux afin d'encadrer le processus de filtrage des intervenants travaillant aux Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) ont également eu lieu. Une entente entre le MSP et le ministère de la Justice est en élaboration. De plus, des travaux ont également eu lieu avec le ministère de la Santé et des Services sociaux pour le filtrage des exploitants des résidences privées pour aînés ainsi que des personnes y œuvrant.

Par ailleurs, en 2013, un sondage sur les pratiques de filtrage a été lancé auprès de tous les corps de police au Québec. Afin d'identifier les pratiques gagnantes visant à améliorer le processus de filtrage, en le rendant le plus efficace et efficient possible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :</p> <p> a) la description des actions posées, pour chaque phase;</p> <p> b) les coûts engendrés, pour chaque phase;</p> <p> c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.</p>
<p>Mesure 29 - Développer et rendre accessibles des initiatives destinées à prévenir ou à réduire les occasions associées aux activités de recrutement d'adolescents et d'adolescentes aux fins d'exploitation sexuelle :</p> <p>En septembre 2013, une deuxième sollicitation était lancée dans le cadre du <i>Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents</i>, issu du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014 (Plan gang). Au terme du processus d'analyse des propositions reçues, quatorze projets ont été recommandés au ministre pour un financement total de 1 011 666 \$.</p> <p>Mesure 40 - Assurer la cohérence de la pratique policière en matière d'agression sexuelle avec les orientations gouvernementales et la modifier pour tenir compte de la cybercriminalité et des réalités autochtones :</p> <p>Afin de respecter et protéger l'intégrité physique et psychologique des personnes victimes d'agression sexuelle et de leurs proches, le MSP s'assure que la pratique policière en matière d'agression sexuelle est cohérente avec les orientations gouvernementales. De plus, en vue d'effectuer les modifications qui tiendront compte de la cybercriminalité ainsi que des réalités autochtones, la DGAP a documenté la problématique de la cybercriminalité et rencontré des partenaires dans le domaine. Elle présidera le Comité sur la modification de la pratique policière qui sera composé d'experts et de représentants de corps policiers.</p> <p>Mesure 41 - Sensibiliser les services de police autochtones à l'importance de communiquer avec une procureure ou un procureur aux poursuites criminelles et pénales avant d'autoriser une remise en liberté dans les cas d'agression sexuelle :</p> <p>Les corps de police autochtones ont l'obligation de se conformer au <i>Guide de pratiques policières</i> en matière d'agression sexuelle. Cette obligation fait partie de l'entente sur les services policiers conclue avec les conseils de bande des communautés autochtones. Un rappel de cette obligation est fait annuellement lors du Colloque des directeurs de police autochtones.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la description des actions posées, pour chaque phase;b) les coûts engendrés, pour chaque phase;c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.
<p>Mesure 54 - Réaffirmer, sur le plan national, l'importance de poursuivre l'application de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique dans le but de garantir une meilleure protection et d'apporter l'aide nécessaire aux enfants victimes d'agression sexuelle :</p> <p>Le Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle (CRNEM) produira, comme à chaque année, le bilan national de l'application de l'Entente. La Direction générale des affaires policières (DGAP) participe activement aux rencontres du CRNEM ainsi qu'aux différents travaux qui visent le maintien de l'application de cette entente. Elle s'assure également de la mise à jour de la liste des répondants pour les corps de police.</p> <p>De plus, la DGAP participe à l'élaboration d'un contenu universel, commun et concerté pour une formation sur l'entente multisectorielle et son application. Les corps policiers ont été consultés pour l'élaboration de l'outil. Cet outil, qui prend en considération les questionnements les plus fréquents, a été présenté aux comités régionaux de l'entente le 22 novembre 2013. Les corps de police étaient représentés.</p> <p>Mesure 61 - Collaborer avec la Gendarmerie royale du Canada au fonctionnement du Registre national des délinquants sexuels :</p> <p>La DGAP a mis à jour les dépliants destinés au public et aux délinquants sexuels au regard de la modification législative.</p> <p>Mesure 88 - Assurer la cohérence des programmes de formation de l'École nationale de police du Québec et des collèges avec les orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle :</p> <p>La thématique de l'agression sexuelle est abordée dans plusieurs formations offertes à l'ENPQ, que ce soit au niveau du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, des programmes de formation initiale en enquête et gestion policière et du perfectionnement professionnel.</p> <p>Le contenu des cours qu'offre l'École est constamment appelé à évoluer, que ce soit à la suite de recommandations émanant d'autorités diverses, de nouvelles responsabilités liées à une fonction, de nouvelles lois et de l'évolution des pratiques. L'École demeure à l'affût des événements afin de procéder rapidement aux modifications requises dans ses activités de formation en fonction de sa capacité organisationnelle.</p> <p>Au cours de l'année 2013, deux activités de formation incluant des éléments d'agression sexuelle ont été développées :</p> <ul style="list-style-type: none">• <i>Séminaire de soutien en entrevue filmée. Celui-ci sera offert pour la première fois en avril 2014.</i>• <i>Méthode et techniques avancées d'enquête (CRI-1017). Cette formation fait maintenant partie de l'offre de cours.</i> <p>De plus, l'École a fait une présentation dans le cadre du Colloque international francophone sur l'agression sexuelle qui s'est tenu à Québec en mai 2013.</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la description des actions posées, pour chaque phase;b) les coûts engendrés, pour chaque phase;c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.
<p>Mesure 91 - Produire et diffuser un rapport annuel sur les statistiques policières en matière d'agression sexuelle :</p> <p>Les statistiques 2012 sur les agressions sexuelles au Québec sont présentes dans le site Internet MSP. Le bulletin d'information <i>Infractions sexuelles au Québec : faits saillants 2012</i> est disponible depuis octobre 2013 dans le site Internet du MSP. Il présente un aperçu des infractions sexuelles en 2012. Des tableaux complémentaires sont également accessibles (répartition régionale, information détaillée sur les victimes, etc.).</p> <p><i>NOTE : Aucune somme directe n'a été octroyée à la Direction générale des services correctionnels pour la mise en œuvre de nos engagements. Ceux-ci ont donc été directement intégrés aux pratiques des intervenants du réseau correctionnel. Ces mesures sont d'ailleurs, pour la majorité d'entre elles, des obligations issues de la Loi sur le système correctionnel du Québec.</i></p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 03.06

QUESTION 28 : Concernant l'unité permanente anticorruption :

- a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent;**
- b) le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2013-2014 en comparaison avec 2012-2013;**
- c) le détail des coûts engendrés par ses activités;**
- d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers;**
- e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête;**
- f) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées;**
- g) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;**
- h) le bilan des activités de l'UPAC.**

Veuillez vous référer à la question 18 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 29 : Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Veillez vous référer à la question 2 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 30 : Indiquer les sommes dépensées en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions pour 2014-2015) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Veillez vous référer à la question 20 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 32 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 63 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 33 : Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

Veillez vous référer à la question 64 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 34 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.

Aucune.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 35 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.

Aucune.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE - 01.03

QUESTION 36 : Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.

Veillez vous référer à la question 112 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 37 : État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi no 12 en mai 2013.

Une consultation préliminaire auprès des associations policières et des corps de police concernés, sur la base des cadres réglementaires déposés par le ministre de l'époque lors de l'étude du projet de loi, s'est déroulée jusqu'en septembre 2013. Les commentaires reçus sont utilisés aux fins de l'élaboration des projets de règlements.

L'élaboration et l'adoption de quatre règlements découlant de la Loi sont à prévoir. Le premier règlement, soit celui sur la sélection et la formation des enquêteurs, a été publié pour commentaires dans la Gazette officielle le 12 mars 2014 et devrait être édicté au cours des prochaines semaines. Le règlement concernant le déroulement des enquêtes et les modalités applicables à la fourniture des services de soutien est en cours de rédaction. Deux autres règlements devront également être préparés, soit un règlement sur le remboursement des frais que peut accorder le coroner en chef si une enquête publique est tenue et un règlement relatif à la discipline interne des membres du BEI.

Les démarches en vue de nommer le directeur du BEI ont été entamées. Un appel de candidatures s'est terminé le 10 avril 2014 et les travaux du comité de sélection se poursuivent.

Des travaux en collaboration avec l'ENPQ ont eu lieu depuis l'été 2013 afin d'établir les modalités de sélection des enquêteurs et un plan de formation spécifique. Une entente de service sera conclue sous peu et la formation sera développée au cours des prochains mois.

Des démarches administratives, notamment en vue de l'aménagement des locaux du BEI, sont aussi en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 47 : Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elle pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 56 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 54 : Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 54 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 57 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 56 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2013)

NOMBRE DE POLICIERS POUR LA SURVEILLANCE : 4 511 Informations disponibles dans les tableaux aux pages suivantes

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1218-2012) ¹
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	8 070
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	64 853
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 924
				Magog	25 670
				Orford	3 756
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 470
	multiple	Mont-Tremblant	Les Laurentides	Lac-Tremblant-Nord	56
			Les Laurentides	Mont-Tremblant	9 535
	unique	Sainte-Marie	La Nouvelle-Beauce	Sainte-Marie	13 159
	unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	93 485
	unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	70 110
	unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 794

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1218-2012) ¹
2	unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	54 883
	multiple	Châteauguay	Beauharnois-Salaberry Roussillon	Beauharnois	12 175
				Châteauguay	46 757
				Léry	2 341
				Mercier	12 112
				Saint-Isidore	2 571
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption	20 781
				Saint-Sulpice	3 369
	unique	Lévis	Hors MRC - Lévis	Lévis	140 931
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	44 424
	multiple	Mirabel	Hors MRC - Mirabel La Rivière-du-Nord	Mirabel	44 074
				Saint-Colomban	13 744
	multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley	10 101
				Chelsea	7 063
				La Pêche	7 751
				L'Ange-Gardien	5 171
				Notre-Dame-de-la-Salette	754
				Pontiac	5 793
				Val-des-Monts	10 625
	multiple	Région de Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	17 706
				Pointe-Calumet	6 453
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	16 585
				Saint-Joseph-du-Lac	6 406

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1218-2012) ¹
2 (suite)	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac	20 290
				Delson	7 572
				La Prairie	23 824
				Saint-Constant	25 448
				Sainte-Catherine	16 985
				Saint-Mathieu	1 975
				Saint-Philippe	5 833
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne	5 844
				Repentigny	83 431
	multiple	Richelieu - Saint-Laurent	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil	21 330
				Carignan	8 154
				Chambly	26 922
				McMasterville	5 676
				Mont-Saint-Hilaire	18 582
				Otterburn Park	8 463
				Saint-Basile-le-Grand	16 868
				Saint-Jean-Baptiste	3 211
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 642
				Calixa-Lavallée	497
				Contrecoeur	6 614
				Saint-Amable	11 471
				Sainte-Julie	30 247
				Varennes	21 142
				Verchères	5 789
			Rouville	Richelieu	5 496
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 645

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1218-2012) ¹
2 (suite)	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay	Larouche	1 332
			Hors MRC - Saguenay	Saguenay	146 381
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	44 863
	unique	Sherbrooke	Hors MRC - Sherbrooke	Sherbrooke	157 517
	multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion	9 515
				Sainte-Anne-des-Plaines	14 792
			Les Moulins	Terrebonne	108 830
	multiple	Thérèse-de-Blainville	Thérèse-De Blainville	Boisbriand	27 081
Lorraine				9 493	
Rosemère				14 377	
Sainte-Thérèse				26 308	
unique	Trois-Rivières	Hors MRC - Trois-Rivières	Trois-Rivières	132 968	
3	unique	Gatineau	Hors MRC - Gatineau	Gatineau	270 599
	unique	Laval	Hors MRC - Laval	Laval	409 528
	multiple	Longueuil	Hors MRC - Longueuil	Boucherville	40 972
				Brossard	81 626
				Longueuil	234 517
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 429
Saint-Lambert				21 622	
4	multiple	Québec	Hors MRC - Québec	L'Ancienne-Lorette	16 849
				Québec	524 907
				Notre-Dame-des-Anges	400
				Saint-Augustin-de-Desmaures	18 402

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1218-2012) ¹
5	multiple	Montréal	Hors MRC - Montréal	Baie-D'Urfé	3 896
				Beaconsfield	19 484
				Côte-Saint-Luc	32 622
				Dollard-des-Ormeaux	49 819
				Dorval	18 575
				Hampstead	7 311
				Kirkland	21 269
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 678 837
				Montréal-Est	3 796
				Montréal-Ouest	5 083
				Mont-Royal	19 702
				Pointe-Claire	30 932
				Sainte-Anne-de-Bellevue	4 968
				Senneville	927
				Westmount	20 007

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

Population totale desservie: 5 456 944
Nombre de municipalités desservies: 100
Nombre de CPM: 30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2013)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population du décret ¹ 1218-2012	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)
Blainville	54 883	2	48
Bromont	8 070	1	15
Gatineau	270 599	3	248
Granby	64 853	1	57
Laval	409 528	3	222
Lévis	140 931	2	110
Mascouche	44 424	2	40
Sainte-Marie	13 159	1	10
Saint-Eustache	44 863	2	38
Saint-Jean-sur-Richelieu	93 485	1	79
Saint-Jérôme	70 110	1	78
Sherbrooke	157 517	2	146
Thetford Mines	25 794	1	24
Trois-Rivières	132 968	2	119
Population totale :			
Population totale :		1 531 184	
Nombre de policiers permanents (surveillance):			1 234
Nombre de CPM :		14	

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2013)

NOMBRE DE POLICIERS POUR LA SURVEILLANCE : Non disponible

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1218-2012	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1287-2011
Châteauguay	75 956	2	66	Beauharnois	12 175
				Châteauguay	46 757
				Léry	2 341
				Mercier	12 112
				Saint-Isidore (paroisse)	2 571
L'Assomption	24 150	2	20	L'Assomption	20 781
				Saint-Sulpice	3 369
Longueuil	405 166	3	335	Boucherville	40 972
				Brossard	81 626
				Longueuil	234 517
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 429
				Saint-Lambert (ville)	21 622
Memphrémagog (régie)	33 820	1	29	Austin	1 924
				Magog	25 670
				Orford	3 756
				Sainte-Catherine de Hatley	2 470

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).					
Services de police	Population du décret ¹ 1218-2012	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1287-2011
Mirabel	57 818	2	29	Mirabel	44 074
				Saint-Colomban	13 744
Montréal	1 917 233	5	2 830	Baie D'Urfé	3 896
				Beaconsfield	19 484
				Côte-Saint-Luc	32 622
				Dollard-des-Ormeaux	49 819
				Dorval	18 575
				Hampstead	7 311
				Kirkland	21 269
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 678 837
				Montréal-Est	3 796
				Montréal-Ouest	5 083
				Mont-Royal	19 702
				Pointe-Claire	30 932
				Sainte-Anne-de-Bellevue	4 968
				Senneville	927
				Westmount	20 007
Mont-Tremblant	9 591	1	25	Lac-Tremblant-Nord	56
				Mont-Tremblant	9 535

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

Services de police	Population du décret ¹ 1218-2012	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1287-2011
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	47 258	2	35	Cantley	10 101
				Chealsea	7 063
				L'Ange-Gardien (82005)	5 171
				La Pêche	7 751
				Notre-Dame-de-la-Salette	754
				Pontiac	5 793
				Val-des-Monts	10 625
Québec	560 558	4	483	L'Ancienne-Lorette	16 849
				Notre-Dame-des-Anges	400
				Québec	524 907
				Saint-Augustin-Desmaures	18 402
Région de Deux-Montagnes	47 150	2	33	Deux-Montagnes	17 706
				Pointe-Calumet	6 453
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	16 585
				Saint-Joseph-du-Lac	6 406
Roussillon (régie)	101 927	2	87	Candiac	20 290
				Delson	7 572
				La Prairie	23 824
				Saint-Constant	25 448
				Sainte-Catherine	16 985
				Saint-Mathieu	1 975
				Saint-Philippe	5 833

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

Services de police	Population du décret ¹ 1218-2012	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1287-2011
Repentigny	89 275	2	88	Charlemagne	5 844
				Repentigny	83 431
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	197 749	2	160	Beloeil	21 330
				Calixa-Lavallée	497
				Carignan	8 154
				Chambly	26 922
				Contrecoeur	6 614
				McMasterville	5 676
				Mont-Saint-Hilaire	18 582
				Otterburn Park	8 463
				Richelieu	5 496
				Saint-Amable	11 471
				Saint-Basile-le-Grand	16 868
				Sainte-Julie	30 247
				Saint-Jean-Baptiste	3 211
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 645
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 642
Saguenay	147 713	2	115	Varennes	21 142
				Verchères	5 789
				Larouche	1 332
				Saguenay	146 381
Terrebonne	133 137	2	112		
				Bois-des-Filion	9 515
				Sainte-Anne-des-Plaines	14 792
				Terrebonne	108 830

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 62: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire).

Services de police	Population du décret ¹ 1218-2012	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1287-2011
Thérèse-De Blainville (régie)	77 259	2	64	Boisbriand	27 081
				Lorraine	9 493
				Rosemère	14 377
				Sainte-Thérèse	26 308

Nombre de CPM :	16	4 511	Population totale :	3 925 760
			Nombre de municipalités desservies :	86

¹ Les données sur la population sont celles de 2012.

Nombre de CPM total :	30
Population globale :	5 456 944

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 63 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2014, répartis par corps de police municipal et la Sûreté du Québec.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2013			AU 31 DÉCEMBRE 2013		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Blainville	71	29	100	71	27	98
Bromont	20	4	24	20	4	24
Châteauguay	85	19	104	85	19	104
Gatineau	391	129	520	390	122	512
Granby	78	24	102	78	24	102
L'Assomption	32	8	40	32	8	40
Laval	551	148	699	551	148	699
Lévis	146	46	192	146	44	190
Longueuil	568	195	763	555	187	742
Mascouche	53	15	68	53	15	68
Memphrémagog (régie)	45	10	55	45	10	55
Mirabel	44	14	58	44	14	58
Montréal	4 923	1074	5 997	4 613	923	5 536
Mont-Tremblant	33	18	51	33	16	49
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	52	13	65	52	13	65
Québec	721	182	903	738	165	903
Région de Deux-Montagnes	49	12	61	49	12	61
Région de Roussillon (régie)	114	33	147	114	33	147

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 63 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2014, répartis par corps de police municipal et la Sûreté du Québec.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2013			AU 31 DÉCEMBRE 2013		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Repentigny	122	23	145	122	22	144
Richelieu - Saint-Laurent	211	39	250	211	39	250
Saguenay	178	40	218	178	40	218
Sainte-Marie	14	3	17	14	3	17
Saint-Eustache	60	16	76	59	19	78
Saint-Jean-sur-Richelieu	108	28	136	108	28	136
Saint-Jérôme	109	21	130	109	21	130
Sherbrooke	201	55	256	201	56	257
Terrebonne	151	36	187	151	36	187
Thérèse-De Blainville	96	37	133	96	37	133
Thetford Mines	30	8	38	30	8	38
Trois-Rivières	160	48	208	160	48	208
TOTAL - CPM	9 416	2 327	11 743	9 108	2 141	11 249
Sûreté du Québec	5 761	1 958	7 719	5 775	1 832	7 607
GRAND TOTAL	15 177	4 285	19 462	14 883	3 973	18 856

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 64 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Veillez vous référer à la question 53 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 65 : La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.

Veillez vous référer à la question 57 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 66 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 50 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 67 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour 2012-2013¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 35 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 : Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2014.

Veillez vous référer à la question 39 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 69 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2014.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2013-2014

SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	BOR	CDF	CDQ	CHI	EDP	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR
Infractions contre l'État	4	3	83	2	33	9	1		27	8	32	3	4	2	15	50	4	19	16
Homicides involontaires			4	1	1				1		1								1
Tentatives de meurtre																			
Infractions sexuelles	15	2	50	1	27	3	11		11	10	6	5	7	4	9	40	7		12
Voies de fait	111	34	489	24	204	43			105	24	72	40	22	25	111	242	56	139	101
Vols qualifiés	7	5	195	3	20	4			11	2	22	1	3	1	20	37	5	26	17
Autres infractions contre la personne	27	14	176	7	91	31	2		42	10	34	19	11	6	42	67	17	20	37
Introductions par effraction	33	14	330	12	140	25	1		64	16	39	26	13	13	77	120	23	33	81
Extorsions	3	1	30		8	2			2		2		4	2	5	10	2	4	4
Vols simples	21	10	566	25	105	18			104	9	132	16	15	3	70	265	55	131	62
Méfaits, incendies, dommages	17	13	140	5	50	12			36	9	31	12	14	6	19	19	7	21	26
Recels	2	2	59	1	17	2			11	1	14	4	2	1	12	18	1	9	2
Autres infractions contre la propriété			23		5	3			3		3		1	1	4	2	1	1	4
Armes à feu	6	3	39		17	1			3	5	9	1	3		10	19	7	1	11
Fraudes, corruptions, escroqueries	1	2	36		12	2			10	1	2	3	2		10	9	3	12	3
Paris, prostitutions, moeurs	11	1	44	3	20	7	20		10	5	2	5	2	2	14	38	5	6	13
Outrages			2															1	
Complots, complicités, tentatives	4	6	110	12	38	3			14	2	7	4	9	2	31	18	7	23	20
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	32	16	373	21	157	46		1	104	9	434	26	19	25	124	225	60	112	61
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	79	29	348	30	293	51		1	148	49	14	77	62	12	194	194	91	96	127
Autres délits au Code criminel	42	18	520	38	164	55	2		142	23	166	33	51	14	162	249	69	191	93
Stupéfiants	44	51	744	45	274	48	1	1	211	21	164	41	31	14	206	239	59	136	122
Aliments et drogues																			
Immigration			7								2				2		1	2	
Assurance-chômage									1									1	3
Loi sur les Indiens			17		1										2			5	
Autres infractions aux statuts fédéraux			2	1					4	1	1				3			4	
Chasse et pêche	1				1											1			
Conservation de la faune									5						1				
Transport			8						2		1					2		1	
Main-d'oeuvre			24		3				8						2	9	3	1	1
Infractions provinciales (Boisson et circulation)		1	10	3	6	2			6		1		2		7	2		4	
Autres infractions aux lois québécoises	2		70		14				12	1	9				14	23	2	14	16
Infractions municipales (Circulation)			3												9	2		2	
Autres infractions aux règlements municipaux	12	12	134	12	102	12			148	3	11	4	28	19	47	103	29	61	8

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 70 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Veillez vous référer à la question 40 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 71 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 41 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 72 : Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 45 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 73 : Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 46 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 75 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention pour 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 48 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 76 : Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 49 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 77 : Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à tout autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.

Veuillez vous référer aux questions 51 et 52 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 78 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 par région administrative.

Veillez vous référer aux questions 51 et 52 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 78 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 par région administrative.

Veillez vous référer aux questions 51 et 52 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 79 : Nombre d’agents de probation en fonction, ventilé selon le type d’activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

RÉGIONS CORRECTIONNELLES	NOMBRE D'AGENTS DE PROBATION			
	2010-2011 ¹	2011-2012 ²	2012-2013 ³	2013-2014 ⁴
Total	331	342	341	335
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	21	21	18	18
Bas-St-Laurent	12	14	12	11
Côte-Nord	9	9	9	9
Estrie	21	22	20	19
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11	10	8	8
Laval-Lanaudière-Laurentides	41	47	44	43
Mauricie	18	21	19	20
Montréal	43	45	42	38
Montréal	72	69	84	77
Outaouais	22	21	21	21
Québec-Chaudières-Appalaches	49	48	53	59
Saguenay-Lac-St-Jean	12	15	11	12

¹ Données en date du 1^{er} février 2011.
² Données en date du 3 février 2012.
³ Données en date du 30 septembre 2012.
⁴ Données en date du 31 mars 2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 80 : Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 43 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 81 : Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention. Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.

Veillez vous référer à la question 42 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 82 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 46 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 83 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 47 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 85 A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction de Québec. Préciser pour chaque établissement les dépenses requises et les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus.

Programmes et services offerts en 2013	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rivières-des-Prairies	Rimouski	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
									F	H								
Problématique																		
Violence							X		X						X			
- conjugale						X						X		X				
- générale	X	X	X	X	X	X	X			X	X		X	X	X	X	X	X
Déviance sexuelle		X		X		X	X	X		X	X				X	X		
Victimes d’abus sexuels						X	X		X									
Alcoolisme	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Toxicomanie		X	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X
Dépendance affective		X					X			X	X			X			X	X
Jeu compulsif		X				X	X								X			
Développement de soi																		
Connaissance et estime de soi		X		X		X	X		X	X	X	X		X	X		X	X
Résolution de problèmes		X		X							X	X		X	X		X	X
Habiletés sociales et parentales		X	X	X	X	X			X	X	X	X		X			X	X
Relations interpersonnelles		X		X			X			X		X		X	X		X	X
Motivation														X				X
Santé																		
Physique *	X		X	X		X					X			X	X	X	X	X
Mentale *	X			X	X	X	X		X	X	X			X	X	X	X	X
ITSS	X	X	X		X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Loisir																		
Activités socioculturelles	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activités sportives	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Arts	X			X	X	X	X		X	X	X	X	X	X		X	X	X

* Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « X » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 85 A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction de Québec. Préciser pour chaque établissement les dépenses requises et les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus.

Programmes et services offerts en 2013	Amos	Baie Comeau	Chicoutimi	Hull	Maison Tanguay	Montréal	New-Carlisle	Percé	Québec		Rivières-des-prairies	Rimouski	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
									F	H								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente)																		
Alphabétisation	X	X	X	X	X	X	X		X	X		X	X	X	X	X	X	X
Francisation					X	X								X				
Présecondaire	X	X	X	X	X	X	X		X	X		X	X	X	X	X	X	X
Secondaire et préparation au postsecondaire	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Intégration sociale	X				X				X					X		X	X	X
Intégration socioprofessionnelle		X		X	X		X	X		X	X	X		X				X
Autre formation	X	X		X	X		X					X	X	X	X		X	X
Employabilité																		
Service d'un CMO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Formation préalable à l'emploi		X	X	X		X	X			X	X			X		X	X	
Postes de travail rémunérés	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Postes de travail non rémunérés	X			X	X				X	X	X					X	X	
Cantine				X	X													X
Postes de stages				X														X
Autres	X			X		X			X	X		X			X		X	X
Divers																		
Accueil		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Parcours	X	X	X	X	X		X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Prévention du suicide	X			X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X			X
Programme préparatoire à la sortie		X		X	X	X	X			X	X	X		X	X		X	X
Pastorale	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Autres		X			X	X			X	X	X			X	X	X	X	
Programmes pour clientèles spécifiques																		
Autochtones et Inuits	X	X		X	X		X							X	X		X	
Femmes				X														
Gangs de rue														X				
Indigente						X												
Itinérante					X											X	X	
Psychiatrie											X							

* Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « X » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 85 B : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction de Québec. Préciser pour chaque établissement les dépenses requises et les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus.

Fonds de soutien à la réinsertion sociale

Programmes et services offerts en 2013	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec Femmes	Québec Hommes	Rimouski	Rivières-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale	133 361 \$	144 204 \$	66 962 \$	326 155 \$	282 645 \$	1 132 750 \$	61 242 \$	28 214 \$	118 176 \$	495 196 \$	185 595 \$	178 601 \$	40 361 \$	710 179 \$	28 025 \$	339 289 \$	58 186 \$	324 444 \$
Rémunération des personnes incarcérées	42 759 \$	33 251 \$	24 615 \$	111 283 \$	145 670 \$	445 060 \$	38 255 \$	4 924 \$	34 730 \$	429 203 \$	40 832 \$	821 \$	12 549 \$	279 833 \$	6 581 \$	159 407 \$	16 948 \$	100 237 \$
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	54 882 \$	38 935 \$	33 770 \$	158 023 \$	55 694 \$	643 020 \$	38 513 \$	13 177 \$	35 334 \$	373 897 \$	78 555 \$	142 450 \$	35 428 \$	287 835 \$	4 584 \$	131 471 \$	44 607 \$	127 199 \$

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2012 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2013 ne seront disponibles qu'à la fin du mois de juin 2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 86 : Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2003-2004 à 2013-2014. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).

Les rapports annuels peuvent être consultés dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique, dans la rubrique Services correctionnels / Publications et statistiques sur les services correctionnels, à l'adresse suivante : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/publications-statistiques-sc.html>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 87 : Conclusions concernant l'échec du Plan d'action gouvernemental 2010-2013 – La réinsertion sociale des personnes contrevenantes : une sécurité durable.
Copie des rapports le concernant.

Les résultats de l'implantation démontrent que le Plan d'action gouvernemental 2010-2013-La réinsertion sociale des personnes contrevenantes : une sécurité durable fut un succès. Le plan avait une durée d'implantation de trois ans (2010-2013). Même si celui-ci n'a pas été reconduit, les mesures qui ont été implantées vont demeurer en vigueur. L'exercice d'implantation a aussi permis de récolter bien d'autres bénéfices.

De par son existence même et par les actions concrètes qui ont été posées, le plan d'action a pris ancrage dans plusieurs pratiques visant à favoriser la réinsertion sociale des personnes contrevenantes et ces pratiques vont perdurer. La Direction générale des services correctionnels (DGSC) a d'ailleurs la responsabilité de voir à ce que ces mesures et actions s'améliorent ou se bonifient constamment. Concrètement, elles se poursuivront sur le terrain et dans le temps, par des directives, de l'encadrement et de la sensibilisation auprès des membres du personnel des Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique.

Au plan du travail effectué entre les ministères partenaires responsables de la réinsertion sociale des personnes contrevenantes, les bénéfices indirects obtenus sont importants. L'implantation du plan d'action notamment a permis :

- le développement et le resserrement des suivis des ententes conclues entre le MSP et le MESS, entre le MSP et le MELS;
- une meilleure concertation s'est développée entre les partenaires et les réalités de chacun ont été mieux comprises;
- les partenariats ont permis de développer une meilleure visibilité dans l'intervention;
- les rencontres des comités de suivi issus des ententes entre le MELS et le MSP et entre le MESS et le MSP sont tenues régulièrement;
- les représentants ministériels de l'un siègent dorénavant au comité de l'autre, augmentant ainsi la fluidité de l'information qui circule entre les partenaires qui interviennent en milieu carcéral;
- ces ententes ont connu un nouveau souffle et ont permis d'améliorer la continuité des services entre le milieu carcéral et la communauté, afin d'assurer la continuité des services;
- les rencontres des comités de suivi de ces ententes sont depuis tenues régulièrement.

Il faut souligner l'étroite collaboration entre les Fonds de soutien à la réinsertion sociale des personnes incarcérées, le Comité consultatif du ministre et la DGSC. Les Fonds de soutien siègent d'ailleurs aux comités de suivi des ententes en éducation et en emploi.

Pour la première fois, un projet de recherche réunit les trois ministères en collaboration avec la Chaire de recherche UNESCO sur l'éducation en prison. Aussi, la DGSC a pu resserrer ses liens avec les partenaires de recherches et les poursuivra par l'entremise du Comité de recherche DGSC.

La DGSC a collaboré de manière très étroite à l'élaboration de la «Stratégie nationale de concertation en justice et santé mentale » coordonnée par le MSSS. Cette stratégie valorise fortement le développement d'une culture de concertation entre tous les acteurs politiques, judiciaires et communautaires concernés par les services aux personnes présentant des problèmes de santé mentale et confrontées au système judiciaire. La DGSC est engagée dans un dialogue avec ses partenaires de la justice et de la santé afin d'établir des ponts favorisant l'offre de service en santé mentale. Aussi, le MSP a nommé deux représentants (DGSC et DGAP) pour siéger sur un autre comité interministériel mis sur pied par le MJQ (Forum Santé mentale). Cette initiative vise une meilleure adaptabilité du système de justice auprès de la clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale. Enfin, la DGSC poursuit ses travaux de validation d'un outil de dépistage de la clientèle souffrant de troubles mentaux avec la collaboration de l'Université de Montréal. Les bilans sont en cours d'approbation et seront communiqués ultérieurement.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 88 : Le coût de l'élaboration du Plan d'action gouvernemental 2010-2013 – La réinsertion sociale des personnes contrevenantes : une sécurité durable.

- Pour l'ensemble de l'élaboration du Plan d'action, les coûts ont été assumés à même les budgets et les effectifs des Services correctionnels et de ceux des autres ministères impliqués dans le projet.
- Le plan d'action n'a pas été conçu pour nécessiter de nouveaux investissements, mais bien davantage pour le développement d'une meilleure coordination des pratiques dans chacun, et entre les ministères partenaires. Comme auparavant, les ministères participants contribuent annuellement à des services et des programmes aux personnes contrevenantes.
- Le plan contenait aussi de nouvelles mesures qui ont exigé une meilleure concertation et non des investissements. Par exemple, les mesures visant à améliorer la continuité des services entre le milieu carcéral et la communauté et entre les établissements de détention lors de transferts.
- Le plan d'action a permis d'avoir une vision globale des services offerts en matière de réinsertion sociale des personnes contrevenantes. Du même coup, la structure de gestion établie à l'aide d'un cadre de gestion d'implantation du plan a permis de définir notamment les rôles et les responsabilités des différents intervenants qui font partie des comités responsables de l'implantation.
- Il importe enfin de préciser que la participation financière des Fonds de soutien à la réinsertion sociale (financés par le travail des détenus) pour les activités favorisant la réinsertion sociale a été, pour l'année 2012, de près de 11 millions de dollars.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 89 : Les ressources supplémentaires accordées afin de réaliser le Plan d'action gouvernemental 2010-2013 – La réinsertion sociale des personnes contrevenantes : une sécurité durable, pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.

Tel qu'il est expliqué dans la réponse à la question 88, le plan d'action n'a pas été conçu pour nécessiter de nouveaux investissements ou des ressources supplémentaires, mais bien davantage pour favoriser le développement d'une meilleure coordination des pratiques dans chacun, et entre les partenaires gouvernementaux qui sont :

- le ministère de la Santé et des Services sociaux;
- celui de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- et celui de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Les objectifs du plan étaient notamment de permettre une meilleure coordination et une meilleure harmonisation des diverses activités de réinsertion sociale pour les personnes contrevenantes sur l'ensemble du territoire québécois; de coordonner et intégrer les éléments des autres politiques, des ententes ou autres plans d'action existants au gouvernement du Québec, qui sont en lien avec les besoins des personnes contrevenantes, et de fournir de meilleurs services aux personnes contrevenantes en assurant une meilleure coordination des interventions des ministères et des organismes qui ont des responsabilités en matière de réinsertion sociale.

Du côté des Services correctionnels, ils ont, par exemple, procédé à une révision de l'organisation du travail en détention, notamment par la mise en place d'équipe d'agents des services correctionnels (ASC) accompagnateurs, d'outils de gestion permettant un suivi rigoureux de la production ainsi que l'élaboration de projets-pilotes sur les nouvelles modalités d'évaluation de la clientèle. Les résultats ont été positifs.

Un autre projet-pilote a permis le développement de nouvelles modalités d'évaluation qui ont été mises en application en janvier 2013. Ces modalités visaient à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.

Enfin, une révision des différents outils d'évaluation est actuellement en cour et les modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois sont en révision.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 90 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TOTAL	4 161	4 123	3 906	4 029
Amos	22	35	38	32
Baie-Comeau	77	99	102	104
Chicoutimi	109	110	76	120
Havre-Aubert	0	0	0	0
Hull	388	353	304	321
Montréal	1180	1192	1034	1073
New Carlisle	66	72	103	105
Percé	17	18	21	7
Québec (femmes)	92	87	84	112
Québec (hommes)	771	760	717	697
Rimouski	146	155	157	144
Rivière-des-Prairies	38	44	32	24
Roberval	112	123	120	114
Sept-Îles	25	38	46	49
Sherbrooke	385	381	306	334
Sorel	82	93	85	63
St-Jérôme	80	90	156	241
Tanguay	182	208	224	174
Trois-Rivières	389	265	301	315

Note:

Les sources des données proviennent des publications mensuelles intitulées « Portrait quant au respect des délais / évaluations du risque et des besoins » et « Portrait quant au respect des délais / évaluations sommaires ».

Le calcul est réalisé dans l'année de l'atteinte du sixième de la sentence et concerne le nombre d'évaluations des personnes sentencées à une peine de moins de 6 mois et de 6 mois et plus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 91 : Pour 2012-2013 et 2013-2014*, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CSST suite à une blessure à l'emploi du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale. **

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2012	2013
TOTAL	40	43
Amos	-	-
Baie-Comeau	2	-
Chicoutimi	-	-
Havre-Aubert	-	-
Hull	-	2
Montréal	7	7
New Carlisle	1	2
Percé	-	-
Québec (femmes)	-	-
Québec (hommes)	24	20
Rimouski	-	1
Rivière-des-Prairies	-	-
Roberval	-	-
Sept-Îles	-	1
Sherbrooke	2	1
Sorel	-	-
St-Jérôme	2	7
Tanguay	1	2
Trois-Rivières	1	-

* Prendre note que le Fonds fonctionne en années civiles. Les chiffres indiqués sont pour janvier à décembre.

** À préciser que chaque Fonds fait la demande auprès de la CSST et non le Fonds central.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 92 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Établissement	2010-2011 (10 mois)		2011-2012 (10 mois)		2012-2013 (10 mois)		2013-2014 (10 mois)	
	Absentéisme ¹		Absentéisme ¹		Absentéisme ¹		Absentéisme ¹	
	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme ²	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme ³	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme ³	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme ³
TOTAL	233 759	7,4%	229 642	5,6%	212 371	5,0%	227 236	5,3%
Amos	8 802	7,9%	7 684	5,2%	5 845	3,8%	4 610	3,0%
Baie-Comeau	7 333	13,6%	3 461	4,8%	3 601	4,9%	1 603	2,1%
Chicoutimi	7 909	10,5%	2 407	2,4%	9 933	9,4%	6 094	5,8%
Hull	11 846	8,0%	9 368	4,8%	7 626	3,7%	10 673	5,3%
Maison Tanguay	7 272	6,2%	5 606	3,5%	5 869	3,9%	6 070	3,9%
Montréal	40 016	5,4%	44 516	4,9%	42 254	4,5%	47 765	5,2%
New Carlisle et Havre-Aubert	5 485	8,2%	7 600	9,4%	6 533	7,9%	3 110	3,8%
Percé ⁴	773	2,0%	1 000	1,6%	1 353	2,3%	2 943	5,0%
Québec	35 490	7,8%	36 938	6,2%	30 501	5,0%	35 755	5,7%
Rimouski	6 069	7,1%	4 945	4,2%	6 164	5,0%	11 223	9,4%
Rivière-des-Prairies	43 384	9,0%	43 642	6,8%	39 150	5,9%	43 910	6,3%
Roberval	5 231	9,0%	4 740	6,2%	3 938	4,9%	5 155	6,3%
Sept-Îles	2 705	8,6%	2 409	5,6%	1 663	3,8%	2 335	5,5%
Sherbrooke	11 292	7,0%	9 361	4,6%	9 465	4,4%	12 180	5,5%
Sorel	5 106	5,7%	7 073	6,0%	3 617	2,9%	7 381	5,6%
St-Jérôme	24 807	9,2%	25 723	7,3%	20 275	5,4%	16 693	4,2%
Trois-Rivières	10 239	6,6%	13 169	6,6%	14 585	7,2%	9 737	4,6%
Valleyfield ⁵	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ L'absentéisme comprend les motifs : maladie, accidents du travail et assurance-salaire.

² Le taux d'absentéisme correspond au nombre d'heures d'absence par rapport aux heures travaillées des ASC.

³ Le taux d'absentéisme correspond au nombre d'heures d'absence par rapport aux heures payées des ASC à partir de l'exercice 2011-2012.

⁴ En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels.

⁵ Au 1^{er} juillet 2010, fermeture de l'Établissement de détention de Valleyfield.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 93 ¹ : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilation par établissement de détention.

QUESTION 94 ¹ : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES				DÉPENSE DES TRANSFERTS ²			
	2010-2011 (10 mois)	2011-2012 (10 mois)	2012-2013 (10 mois)	2013-2014 (10 mois)	2010-2011 ⁵ (10 mois)	2011-2012 ⁵ (10 mois)	2012-2013 ⁶ (10 mois)	2013-2014 ⁶ (10 mois)
Total	88 709	92 463	99 413	103 191	10 178 071 \$	15 041 585 \$	19 678 237 \$	21 207 811 \$
Amos	3 716	3 415	3 266	3 496	698 387 \$	716 378 \$	1 272 911 \$	1 213 321 \$
Baie-Comeau	728	899	1 301	1 340	144 353 \$	164 016 \$	184 261 \$	197 291 \$
Chicoutimi	2 704	3 451	3 075	2 944	271 895 \$	350 520 \$	488 886 \$	612 688 \$
Maison Tanguay ³	3 323	3 377	3 517	3 525	1 383 397 \$ ⁷	5 392 788 \$	7 083 963 \$	7 429 494 \$
Montréal ³	11 551	12 456	14 545	14 611				
Rivière-des-Prairies ^{3 et 4}	19 930	18 951	19 554	20 348				
Québec (femmes)	899	980	1 092	1 258	1 743 578 \$	1 896 765 \$	2 778 601 \$	2 904 687 \$
Québec (hommes)	10 297	11 495	12 458	12 080				
Hull	5 242	4 845	4 930	5 613	664 040 \$	646 953 \$	718 374 \$	892 089 \$
New Carlisle	977	916	1 036	957	171 115 \$	190 057 \$	302 416 \$	258 720 \$
Havre-Aubert	31	55	27	46				
Percé	26	51	71	66	5 617 \$	10 106 \$	13 821 \$	18 152 \$
Rimouski	1 521	1 592	1 911	1 782	322 550 \$	365 228 \$	462 243 \$	501 331 \$
Roberval	1 292	1 331	1 727	1 399	136 177 \$	171 059 \$	202 006 \$	206 411 \$
Sept-Îles	634	694	693	750	108 198 \$	138 525 \$	108 349 \$	103 841 \$
Sherbrooke	6 225	6 770	6 734	7 196	906 990 \$	958 406 \$	1 209 947 \$	1 341 963 \$
Sorel	2 427	3 111	4 173	5 231	539 077 \$	780 691 \$	1 052 711 \$	1 344 323 \$
St-Jérôme	12 574	13 617	14 339	15 300	2 205 358 \$	2 321 886 \$	2 707 232 \$	2 990 999 \$
Trois-Rivières	4 612	4 457	4 964	5 249	877 339 \$	938 206 \$	1 092 517 \$	1 192 501 \$

¹ En raison de la difficulté à distinguer les dépenses de transfert entre établissements de détention et les dépenses de transport pour comparution, ainsi que pour améliorer la comparabilité, les questions 88 et 89 ont été fusionnées.

² La dépense pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire.

³ Les transferts et les comparutions des établissements Montréal et Maison Tanguay sont effectués par Rivière-des-Prairies, dans la majorité des cas.

⁴ Au 1^{er} juillet 2010, fermeture de l'Établissement de détention de Valleyfield, les données ont été fusionnées avec l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies.

⁵ L'implantation d'un nouveau système de gestion des horaires en 2012-2013 ne permet pas la comparabilité des données de 2010-2011 et 2011-2012 avec les années 2012-2013 et 2013-2014.

⁶ Sont inclus dans les coûts, les dépenses pour l'ensemble des activités de comparution à l'exception des coûts associés aux comparutions ayant lieu au Centre de services judiciaires Gouin.

⁷ Les dépenses de la Direction des services de transports et de comparutions (DSTC) ne sont pas incluses. Elles furent prises en considération à partir de 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 95 : Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Ventiler par établissement de détention.

Veillez vous référer à la question 111 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 96 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilé par établissement de détention.

Les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considèrent essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un milieu favorisant la prise en charge de leurs responsabilités respectives. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l'intérieur et à l'extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que requis. Toutefois, elles ne sont pas toutes inscrites dans un registre puisque certaines d'entre-elles ne nécessitent pas la rédaction d'un rapport. Le tableau qui suit inclut essentiellement les activités de fouille des cellules qui ont été recensées lors des trois dernières années financières complètes.

Il est important de préciser qu'une activité de fouille peut consister en la fouille d'une cellule, ou de toutes les cellules d'un même secteur, ou de l'ensemble des secteurs d'un établissement de détention. De plus, des regroupements sont parfois effectués lors de la compilation des données, ce qui peut expliquer les écarts significatifs en ce qui a trait au nombre d'activités de fouille d'un établissement à l'autre.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Total	2 329	2 137	2 337	2 717
Amos	8	3	23	44
Baie-Comeau	4	9	36	37
Chicoutimi	8	8	15	10
Hull	277	150	164	418
Maison Tanguay	98	82	77	150
Montréal	237	208	407	408
New Carlisle	4	6	3	7
Percé	16	9	20	19
Rimouski	10	25	77	56
Québec	1 342	1 270	1 084	1 122
Rivière-des-Prairies	100	165	127	127
Roberval	18	10	10	7
St-Jérôme	71	79	113	143
Sept-Îles	3	12	36	26
Sherbrooke	77	57	53	44
Sorel	9	11	5	14
Trois-Rivières	47	33	87	85

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 96 : Le nombre d’inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Ventilé par établissement de détention.

Liste des items saisis (interdits ou non-autorisés) recensés dans les établissements de détention pour les années 2012-2013 et 2013-2014 ¹ :

accumulation de boîtes	batterie artisanale	cassette audio	eau de javel	liste de clients	perche artisanale	taraud (outil)
accumulation de carton	batterie (de cellulaire et de Xbox)	CD	écouteurs	liste de transactions	petit moteur rotatif	télécommande
accumulation de journaux	batterie modifiée	ceinture non conforme	égraineuse	livre à couverture rigide	photo de nudité	télécommande artisanale
accumulation de literie	batterie/pile (AA, AAA, etc.)	cendrier artisanal	encre	lunettes de soleil	pic artisanal	téléphone cellulaire
accumulation de livres	bijou artisanal	cendrier modifié	épingle à couche	machette artisanale	pince à cils	télévision
accumulation de médicaments	bijou	chandelle artisanale	espadrille avec semelle décollée	machine à rouler les cigarettes	pince-notes	tige de métal
accumulation de nourriture	bobine de fil	chargeur (booster pack)	exacto artisanal	machine à tatouage artisanale	pipe	timbre de nicotine (Nicoderme)
accumulation de papier	bobine de fil de cuivre	chargeur artisanal	fil de chargeur	mandat poste	plante	tondeuse
accumulation de produits hygiéniques	boîte de conserve non conforme	chargeur solaire	fil de chargeur modifié	manette de Xbox	plexiglas	tournevis
accumulation de savon	bonbonne parfum en aérosol	chaudière	fiole	marqueur sharpie	poids haltère artisanal	tube
accumulation de vaisselle	boucle de ceinture non conforme	cigarettes	fronde	matraque artisanale	poignée artisanale	tube de colle
accumulation de vêtements	boulon	ciseaux	foret	mèche pour perceuse	poing américain artisanal	tube Orajel
accumulation d'ordures	bouteille Ensure	clé	Game Boy	médicament nécessitant une	poivrière	vaporisateur de nitroglycérine
adaptateur	briquet	clé de menotte	gant de cuir	ordonnance (seroquel, méthadone,	porte-serviette artisanal	veilleuse
affiche	briquet à gaz type Gun	clé de menotte artisanale	gant de fouille	stéroïde, etc.)	poudre explosive	ventilateur
agrafeuse	briquet artisanal	clou	gant de latex	microphone mains libres	poudre pour bébé	vibrateur artisanal
aiguille	broche	collage antipolicier	gommette	monnaie (pièce de)	produit nettoyant (Old Dutch/Comet)	vis
aiguiseur	brosse à cheveux modifiée	colle contact	grille-pain abîmé	montre téléphone cellulaire	protéine	
aimant	brosse à dents	collier de perles	haut-parleur artisanal	montre bracelet	radio (morceau)	
alcool frelaté	brosse à dents électrique	contenant de gel à raser	huile à massage	morceau de cuivre	rasoir	
allume-cigarette	cabaret de plastique (cuisine)	contenant de métal avec miroir	image obscène	morceau de fer	revue pornographique	
allumettes	câble électrique	corde à linge artisanale	inhalateur pour l'asthme	morceau de grillage	rideaux	
antenne artisanale	câble USB	corde artisanale	iPad	morceau de métal	rince-bouche	
appareil Bluetooth	cadenas	coupe-ongles	iPod	morceau de serpillère	roche/caillou	
argent en papier (billet de banque)	cagoule	couteau à beurre	jeu de société	moteur de lecteur CD	ruban adhésif	
arme artisanale	cahier spirale	couteau de poche	lame de grattoir	objet cylindrique	ruban électrique vert	
baguette artisanale	calculatrice	couvre batterie de cellulaire	lame de rasoir	ordinateur portable	sac de plastique	
baladeur	canne de vernis	craies	lampe munie d'une loupe	ouvre-boîte	seringue	
balance	carte d'appel	crayon surligneur	lampe portable	papier à rouler	seringue artisanale	
balance électronique	carte mémoire	créatine	lecteur CD	papier aluminium	soie dentaire	
banc de toilette	carte SIM pour cellulaire	décapant à peinture	lecteur MP3	papier Mika	stupéfiant divers (haschisch, cannabis,	
bandage élastique	cartouche d'arme à feu	dentifrice	lien artisanal (bois, métal, corde,	papier sablé	poudre blanche, etc.)	
barre de métal	casquette rouge	DVD	tissus) servant à passer des articles	peinture	tabac en vrac	
			d'une cellule à une autre (cheval)			

¹ La liste des items saisis dans les établissements de détention est similaire d’une année à l’autre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 97 : Échéancier complet et coûts totaux et/ou révisés relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles.

Veillez vous référer à la question 58 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 98 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2012-2013¹ et 2013-2014.

Voir document ci-joint.

La période de référence est du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

QP - 98 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2013-2014

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
1335-2011 2011-07-21S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes et aux vents violents survenus les 21 et 22 juillet 2011, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	E	53 763 \$
		Sous-total		53 763 \$
2005-12-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues les 2, 3 et 4 décembre 2005, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	370 097 \$
		Sous-total		370 097 \$
758-2007 2007-08-09S	Programme d'aide financière spécifique suite aux pluies abondantes survenues les 8 et 9 août 2007 dans la ville de Gaspé, la municipalité de Grande-Vallée et le canton de Cloridorme			
	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	E	100 000 \$
	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	M	1 212 101 \$
		Sous-total		1 312 101 \$
2007-11-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Glissement de terrain survenu en bordure du chemin Mailloux, dans la ville de La Malbaie			
	03	QUEBEC	M	700 000 \$
		Sous-total		700 000 \$
2007-11-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes des 16 et 17 novembre 2007			
	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	11 880 \$
		Sous-total		11 880 \$
2008-04-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Travaux de bris de couvert de glace et inondations survenues entre le 1 ^{er} et le 23 avril 2008, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	53 921 \$
	15	LAURENTIDES	M	558 276 \$
		Sous-total		612 197 \$
2009-02-23M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice des propriétaires des résidences principales sises aux 31, rang des Éboulements-Centre, aux 158, 196, 228-230, 268, 272, rue Félix-Antoine-Savard et au 864, chemin de l'Anse, dans la municipalité des Éboulements			
	03	QUEBEC	S	188 328 \$
		Sous-total		188 328 \$
2009-04-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues entre le 3 et le 6 avril 2009, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	M	175 461 \$
	15	LAURENTIDES	E	13 737 \$
	15	LAURENTIDES	P	4 494 \$
		Sous-total		193 692 \$
2009-04-27M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice du propriétaire de la résidence pricipale sise au 1057, rue du Patrimoine, dans la municipalité de Cacouna			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	S	144 \$
		Sous-total		144 \$
2009-05-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues entre le 2 et le 29 mai 2009, dans des municipalités du Québec			
	08	ABITIBI-TEMISCAMINGUE	P	4 906 \$
		Sous-total		4 906 \$
2009-05-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés au chemin Schnob, dans la municipalité de La Pêche, en raison d'un glissement de terrain survenu en mai 2009			
	07	OUTAOUAIS	M	131 871 \$
		Sous-total		131 871 \$
2010-06-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Tremblement de terre survenu le 23 juin 2010, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	P	308 721 \$
	15	LAURENTIDES	P	3 087 \$
		Sous-total		311 808 \$

QP - 98 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2013-2014

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2010-09-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 30 septembre et 1 ^{er} octobre 2010, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	E	21 426 \$
		05 ESTRIE	P	7 641 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	H	3 880 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	P	87 122 \$
		14 LANAUDIERE	P	21 995 \$
		15 LAURENTIDES	P	208 \$
		Sous-total		142 271 \$
2010-12-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues du 5 au 7 décembre 2010, dans des municipalités du Québec			
		03 QUEBEC	E	5 097 \$
		03 QUEBEC	P	4 999 \$
		03 QUEBEC	M	5 411 \$
		Sous-total		15 507 \$
2010-12-06S	113-2011 – Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	E	37 714 \$
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	199 177 \$
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	194 362 \$
		09 COTE-NORD	M	8 623 \$
		09 COTE-NORD	P	36 531 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	E	151 904 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	H	2 920 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	M	1 102 641 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	358 902 \$
		Sous-total		2 092 774 \$
2011-03-25S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol dans la municipalité de Saint-Jude et dans la municipalité de Saint-Louis			
		16 MONTEREGIE	M	3 239 332 \$
		Sous-total		3 239 332 \$
2012-02-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de verglas survenue les 11 et 12 février 2012, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	E	5 000 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	M	64 798 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	O	40 919 \$
		Sous-total		110 717 \$
2012-03-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 8 au 22 mars 2012, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	4 412 \$
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	H	400 \$
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	4 111 \$
		03 QUEBEC	E	6 279 \$
		03 QUEBEC	H	120 \$
		03 QUEBEC	M	72 966 \$
		03 QUEBEC	P	140 924 \$
		08 ABITIBI-TEMISCAMINGUE	P	27 048 \$
		14 LANAUDIERE	M	3 849 \$
		14 LANAUDIERE	P	116 249 \$
		Sous-total		376 358 \$
2012-07-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 4 juillet 2012, dans des municipalités du Québec			
		16 MONTEREGIE	M	6 353 \$
		Sous-total		6 353 \$

QP - 98 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2013-2014

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
493-2011 2011-04-10S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	38 214 \$
		04 MAURICIE	E	26 956 \$
		05 ESTRIE	E	67 324 \$
		05 ESTRIE	M	10 143 \$
		05 ESTRIE	P	116 815 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	2 494 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	E	11 214 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	P	4 171 \$
		16 MONTEREGIE	E	551 288 \$
		16 MONTEREGIE	H	51 020 \$
		16 MONTEREGIE	M	366 463 \$
		16 MONTEREGIE	P	8 796 679 \$
		Sous-total		10 042 781 \$
960-2011 2011-06-23S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes survenues les 23 et 24 juin 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	M	72 287 \$
		07 OUTAOUAIS	P	131 727 \$
		Sous-total		204 014 \$
2011-05-18S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice des propriétaires de la résidence principale sise au 621, chemin de la Haute-Rivière, sur le territoire de la ville de Châteauguay			
		16 MONTEREGIE	P	76 408 \$
		Sous-total		76 408 \$
961-2011 2011-08-28S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes et aux vents violents survenus les 28 et 29 août 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	241 586 \$
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	74 \$
		03 QUEBEC	E	81 852 \$
		03 QUEBEC	M	112 187 \$
		03 QUEBEC	O	15 718 \$
		05 ESTRIE	E	25 259 \$
		05 ESTRIE	M	117 655 \$
		05 ESTRIE	P	8 747 \$
		09 COTE-NORD	M	16 976 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	8 028 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	E	121 431 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	H	80 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	M	883 039 \$
		12 CHAUDIERE/APPALACHES	P	891 269 \$
		16 MONTEREGIE	E	561 \$
		16 MONTEREGIE	M	88 642 \$
		16 MONTEREGIE	P	139 199 \$
		17 CENTRE-DU-QUEBEC	M	5 478 \$
		17 CENTRE-DU-QUEBEC	P	4 127 \$
		Sous-total		2 761 908 \$
2011-07-17S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes et aux vents violents survenus le 17 juillet 2011, dans la municipalité de Rapides-des-Joachims			
		08 ABITIBI-TEMISCAMINGUE	E	16 661 \$
		Sous-total		16 661 \$
2011-10-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux glissements de terrains survenus dans la municipalité de Rawdon			
		14 LANAUDIERE	M	250 000 \$
		Sous-total		250 000 \$
2009-12-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues le 3 décembre 2009, dans des municipalités du Québec			
		03 QUEBEC	M	43 797 \$
		Sous-total		43 797 \$
2010-01-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues le 3 janvier 2010, dans la ville de Château-Richer			
		03 QUEBEC	M	6 617 \$
		Sous-total		6 617 \$

QP - 98 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2013-2014

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2010-05-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Incendies de forêt survenus du 25 mai au 10 juin 2010, à proximité des réserves indiennes de Manawan, d'Obedjiwan et de Wemotaci	04 MAURICIE	O	26 252 \$
		06 MONTREAL	O	7 095 \$
		14 LANAUDIÈRE	O	33 537 \$
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	O	6 204 \$
		Sous-total		73 089 \$
2010-08-15G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 15 août 2010, dans des municipalités du Québec	07 OUTAOUAIS	E	835 \$
		Sous-total		835 \$
2010-11-10M	Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice des propriétaires d'une résidence, dans la paroisse de L'Épiphanie et au bénéfice de la Paroisse de L'Épiphanie	14 LANAUDIÈRE	S	2 155 \$
		Sous-total		2 155 \$
2010-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 1 ^{er} et 2 décembre 2010, dans des municipalités du Québec	14 LANAUDIÈRE	P	4 903 \$
		Sous-total		4 903 \$
2010-12-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés au rang du Bas-de-la-Rivière, dans la ville de Saint-Pie, en raison d'un glissement de terrain survenu le 4 décembre 2010	16 MONTEREGIE	M	38 734 \$
		Sous-total		38 734 \$
2011-03-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues du 17 au 20 mars 2011, dans des municipalités du Québec	16 MONTEREGIE	E	1 951 \$
		16 MONTEREGIE	P	19 209 \$
		Sous-total		21 160 \$
2011-05-21S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales et bâtiments essentiels d'entreprises situés dans le secteur du boulevard Henri-Bourassa et de la côte de la Sucrerie, dans la ville de Québec	03 QUEBEC	S	67 817 \$
		Sous-total		67 817 \$
2011-07-19S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice du propriétaire d'une résidence sur le territoire de la ville de Saguenay, arrondissement La Baie	02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	1 338 \$
		Sous-total		1 338 \$
2011-08-11S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes survenues le 11 août 2011, dans des municipalités du Québec	04 MAURICIE	M	7 753 \$
		Sous-total		7 753 \$
2011-11-30S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 novembre 2011, dans la paroisse de Saint-Côme	14 LANAUDIÈRE	E	1 819 \$
		Sous-total		1 819 \$
2012-03-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu en mars 2012, derrière une résidence dans la municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	17 CENTRE-DU-QUEBEC	P	15 267 \$
		Sous-total		15 267 \$
2012-04-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 23 et 24 avril 2012, dans des municipalités du Québec	09 COTE-NORD	M	6 033 \$
		11 GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	M	1 608 \$
		Sous-total		7 640 \$
2012-05-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 22 mai 2012, dans des municipalités du Québec	04 MAURICIE	M	6 753 \$
		Sous-total		6 753 \$

QP - 98 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2013-2014

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2012-05-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 29 mai 2012, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	E	54 501 \$
	12	CHAUDIERE/APPALACHES	M	113 999 \$
	16	MONTEREGIE	M	1 056 \$
	16	MONTEREGIE	E	6 620 \$
		Sous-total		176 175 \$
2012-05-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents survenus le 25 mai 2012, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	E	13 230 \$
		Sous-total		13 230 \$
2012-05-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 10 mai 2012, dans des municipalités du Québec			
	09	COTE-NORD	M	59 263 \$
		Sous-total		59 263 \$
2012-04-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés à la rue des Goélands, dans la ville de Bécancour, à la suite d'un glissement de terrain survenu en mars 2012			
	17	CENTRE-DU-QUEBEC	M	43 412 \$
		Sous-total		43 412 \$
2012-07-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidences sises aux 48–50 et 56-58, rue Saint-Dominique Ouest, dans la ville de Saguenay, arrondissement de Chicoutimi			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	S	170 749 \$
		Sous-total		170 749 \$
2012-08-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidences principales sises aux 166-168 et 174, rue Monseigneur-Laval, dans la ville de Saguenay, dans l'arrondissement de Chicoutimi			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	S	299 865 \$
		Sous-total		299 865 \$
2012-08-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 11 août 2012, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	M	70 509 \$
		Sous-total		70 509 \$
2012-07-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 23 et 24 juillet 2012, dans le canton de Stanstead			
	05	ESTRIE	M	665 \$
		Sous-total		665 \$
2012-09-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 8 septembre 2012, dans des municipalités du Québec			
	17	CENTRE-DU-QUEBEC	E	322 \$
		Sous-total		322 \$
2012-09-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 4 et 5 septembre 2012, dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	E	2 970 \$
	05	ESTRIE	M	10 607 \$
		Sous-total		13 577 \$
2012-05-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Sécheresse survenue du 1er mai au 30 octobre 2012, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	35 008 \$
	05	ESTRIE	M	2 368 \$
	12	CHAUDIERE/APPALACHES	M	9 172 \$
	16	MONTEREGIE	M	355 493 \$
	17	CENTRE-DU-QUEBEC	M	19 482 \$
		Sous-total		421 523 \$
2012-11-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidence principale sise au 2259, rue des Coudriers, dans la ville de Saguenay, arrondissement Jonquière			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	104 \$
		Sous-total		104 \$
2012-12-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidence principale sise au 695, rue Mars, dans la ville de Sept-Îles			
	09	COTE-NORD	P	20 015 \$
		Sous-total		20 015 \$

QP - 98 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2013-2014

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2012-12-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de neige survenue le 21 décembre 2012, dans des municipalités du Québec			
		15 LAURENTIDES	M	80 703 \$
		15 LAURENTIDES	P	1 466 \$
		07 OUTAOUAIS	E	19 478 \$
		07 OUTAOUAIS	M	49 210 \$
		07 OUTAOUAIS	P	1 188 \$
		Sous-total		152 044 \$
2013-01-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, vents violents et pluies verglaçantes survenus le 31 janvier 2013, dans des municipalités du Québec			
		BAS-ST-LAURENT	M	401 \$
		CENTRE-DU-QUÉBEC	P	1 187 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	833 \$
		ESTRIE	M	1 051 \$
		Sous-total		3 472 \$
2013-02-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 1er au 5 février 2013, dans des municipalités du Québec			
		BAS-ST-LAURENT	M	412 \$
		LANAUDIÈRE	M	907 \$
		LAURENTIDES	M	2 338 \$
		Sous-total		3 658 \$
2013-03-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 12 au 14 mars 2013, dans des municipalités du Québec			
		BAS-ST-LAURENT	M	226 \$
		BAS-ST-LAURENT	P	1 674 \$
		CAPITALE-NATIONALE	P	5 421 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	414 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	23 193 \$
		ESTRIE	M	5 334 \$
		ESTRIE	P	78 791 \$
		GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	43 445 \$
		GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	9 343 \$
		MONTÉRÉGIE	M	7 281 \$
		MONTÉRÉGIE	P	4 040 \$
		Sous-total		179 162 \$
2013-01-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1er janvier au 28 février 2013, dans des municipalités du Québec			
		BAS-ST-LAURENT	M	22 837 \$
		CAPITALE-NATIONALE	M	5 003 \$
		CENTRE-DU-QUÉBEC	M	62 233 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	14 225 \$
		LANAUDIÈRE	M	49 710 \$
		MONTÉRÉGIE	M	39 542 \$
		Sous-total		193 549 \$
2013-04-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents au bénéfice de la Ville de Québec et des sinistrés du secteur des rues Brideau, des Pionniers et Xavier-Giroux, dans la ville de Québec, affectés par des risques d'effondrement de sol			
		CAPITALE-NATIONALE	E	438 466 \$
		CAPITALE-NATIONALE	M	15 000 \$
		CAPITALE-NATIONALE	P	84 224 \$
		Sous-total		537 691 \$
2013-04-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 19 au 22 avril 2013, dans des municipalités du Québec			
		ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	E	11 956 \$
		ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	50 505 \$
		ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	1 178 447 \$
		CAPITALE-NATIONALE	E	3 339 \$
		CAPITALE-NATIONALE	M	24 964 \$
		CAPITALE-NATIONALE	P	124 156 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	5 584 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	374 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	2 725 \$
		LANAUDIÈRE	M	1 105 \$
		LAURENTIDES	P	35 495 \$
		OUTAOUAIS	M	122 234 \$
		OUTAOUAIS	P	217 306 \$
		SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	M	1 271 \$
		SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	P	288 141 \$
		Sous-total		2 067 603 \$

QP - 98 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2013-2014

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2013-05-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 31 mai 2013, dans des municipalités du Québec	BAS-ST-LAURENT	M	129 092 \$
		CAPITALE-NATIONALE	E	110 192 \$
		CAPITALE-NATIONALE	M	160 662 \$
		CAPITALE-NATIONALE	P	893 409 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	109 594 \$
		SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	M	165 \$
		SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	P	45 320 \$
		Sous-total		1 448 435 \$
2013-01-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 29 janvier 2013, dans la paroisse de L'Épiphanie	LANAUDIÈRE	O	494 519 \$
		Sous-total		494 519 \$
2013-05-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin Saint-Étienne, dans la municipalité de Petit-Saguenay, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 12 mai 2013	SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	M	230 000 \$
		Sous-total		230 000 \$
2013-05-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tremblement de terre survenu le 17 mai 2013, dans la municipalité de Thorne	OUTAOUAIS	P	123 355 \$
		Sous-total		123 355 \$
2013-07-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic	CAPITALE-NATIONALE	E	9 794 \$
		CAPITALE-NATIONALE	O	8 876 \$
		SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	O	11 387 \$
		CENTRE-DU-QUÉBEC	O	2 282 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	3 154 511 \$
		CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	240 198 \$
		ESTRIE	E	2 644 651 \$
		ESTRIE	M	43 106 001 \$
		ESTRIE	O	429 053 \$
		ESTRIE	P	3 177 940 \$
		LAURENTIDES	O	35 801 \$
		LAVAL	O	21 694 \$
		MAURICIE	O	21 783 \$
		MONTREAL	O	324 455 \$
		MONTÉRÉGIE	O	200 733 \$
		OUTAOUAIS	O	60 711 \$
		Sous-total		53 449 869 \$
2013-06-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 26 juin 2013, dans des municipalités du Québec	ESTRIE	M	2 754 \$
		Sous-total		2 754 \$
2013-07-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 17 juillet 2013, dans la municipalité de Lac-Beauport	CAPITALE-NATIONALE	P	2 507 \$
		Sous-total		2 507 \$
2013-07-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue les 17 et 18 juillet 2013, dans la municipalité de Saint-Émile-de-Suffolk	OUTAOUAIS	M	4 377 \$
		Sous-total		4 377 \$
2013-07-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 19 juillet 2013, dans des municipalités du Québec	LAURENTIDES	M	10 069 \$
		OUTAOUAIS	M	6 008 \$
		Sous-total		16 078 \$
2013-07-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus du 27 au 29 juillet 2013, dans des municipalités du Québec	ESTRIE	M	4 458 \$
		Sous-total		4 458 \$
2013-08-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 8 et 9 août 2013, dans la municipalité de Wotton	ESTRIE	M	21 547 \$
		ESTRIE	P	4 586 \$
		Sous-total		26 133 \$
2013-09-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 2 septembre 2013, dans la ville de Magog	ESTRIE	E	53 374 \$
		ESTRIE	P	339 551 \$
		Sous-total		392 925 \$

QP - 98 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2013-2014

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2013-08-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 476-478, rue Omer, dans la ville de Saguenay, arrondissement Chicoutimi	SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	P	80 282 \$
		Sous-total		80 282 \$
2013-08-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1611–1613, boulevard de la Grande–Baie Sud, dans la ville de Saguenay, arrondissement La Baie	SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	M	5 000 \$
		Sous-total		5 000 \$
2013-09-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus les 11 et 12 septembre 2013, dans la municipalité de Saint-Anicet	MONTÉRÉGIE	M	29 067 \$
		Sous-total		29 067 \$
2013-09-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 4756, rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	33 219 \$
		Sous-total		33 219 \$
2013-12-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de pluie verglaçante, de neige et de grésil survenue le 22 décembre 2013, dans des municipalités du Québec	ESTRIE	P	320 \$
		ESTRIE	M	2 575 \$
		Sous-total		2 895 \$
2014-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 15 janvier 2014, dans des municipalités du Québec	ESTRIE	P	240 \$
		Sous-total		240 \$
2014-01-23S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux mesures de rétablissement déployées à la suite d'un incendie mortel survenu le 23 janvier 2014 dans une résidence pour personnes âgées de la municipalité de L'Isle-Verte	BAS-ST-LAURENT	M	30 000 \$
		BAS-ST-LAURENT	O	3 116 \$
		Sous-total		33 116 \$
TOTAL				84 331 364 \$

- Légende -Type
- P : Particuliers - Dommages aux biens
 - H : Hébergement
 - S : Mouvements de sol (pour particuliers ou entreprises)
 - E : Entreprises
 - O : Organismes
 - M : Municipalités

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 99 : Coûts relatifs à chacune des interventions effectuées dans le cadre du Plan d’action gouvernemental relatif à l’accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic, ventilé par programme.

INTERVENTION	PROGRAMME	COÛT (\$) ¹
Dépenses de rémunération et de fonctionnement de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	01.05	3 262 746
Programme spécifique d'aide financière	-	-
Particuliers	01.05	2 532 380
Entreprises	01.05	3 263 051
Organismes en soutien	01.05	1 356 972
Municipalités	01.05	46 260 512
Dépenses de rémunération et de fonctionnement de la Sûreté du Québec	02.01	5 490 200
Dépenses de rémunération et de fonctionnement du Bureau du coroner	03.03	63 879

Ces coûts sont ceux du ministère de la Sécurité publique uniquement. Pour connaître ceux des autres ministères ou organismes concernés par cet événement, veuillez vous référer à ces organisations. Par ailleurs, le rapport annuel du ministère dressera un portrait de l'ensemble de ce dossier.

¹ Les coûts sont en date du 31 mars 2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 100 : Coût du programme d'aide financière spécifique relatif aux mesures de rétablissement déployées à la suite de l'incendie mortel survenu le 23 janvier 2014 dans une résidence pour personnes âgées à l'Isle-Verte.

CATÉGORIE	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT VERSÉ (\$)
TOTAL	6	33 116
Particulier	-	-
Entreprise	-	-
Municipalité	1	30 000
Organisme	5	3 116

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 101 : État d'avancement de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024. Indiquer le budget et l'effectif prévus pour sa mise en œuvre pour 2014-2015.

Le gouvernement a confié à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ), sous la coordination du ministère de la Sécurité civile (MSP), le mandat de réaliser un Plan d'action national (PAN) visant la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC). Le PAN doit être produit au cours de l'année 2014 en vue de son approbation par le Comité de sécurité civile du Québec à la fin de l'année 2014. Son lancement est prévu à l'hiver 2015.

Un sous-comité de l'OSCQ a été mis en place en vue d'élaborer le PAN et d'en faire le suivi. Les ministères et organismes (MO) membres sont : MAMROT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MESS, MRIF, MERN, MSSS, MSP, MTQ, SQ, HQ, MEIE et le SCT.

Aucun budget n'est dédié à la mise en œuvre de la PQSC, la réalisation se fait dans le cadre des activités courantes du MSP. Les mesures qui seront réalisées dans le cadre du PAN se feront également à même le budget courant des M/O.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 102 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2012-2013 ¹ et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 61 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 103 : État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2012-2013¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 15 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 104 : Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l’obligation et à l’implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 31 mars 2014, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et 100 ont obtenu une attestation de conformité.

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a priorisé la réalisation et la mise en œuvre des schémas de couverture de risques incendie par les MRC et les municipalités découlant de la Loi sur la sécurité incendie plutôt que de lancer la démarche municipale prévue à la Loi sur la sécurité civile dans laquelle s’inscrivait l’implantation des schémas de sécurité civile.

L’établissement des schémas en incendie, dont la première génération est pour ainsi dire complétée, a largement contribué à améliorer l’organisation, la compétence et les ressources des services d’incendie au Québec. Considérant que les services d’incendie représentent un acteur-clé des municipalités en matière de sécurité civile, cet exercice a ainsi permis d’accroître la préparation municipale face aux sinistres.

Le MSP est présentement à développer ou à revoir divers outils devant permettre d’améliorer, au cours des prochaines années, la gestion des risques et des sinistres au Québec.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉ	
TOTAL	100	2	0	
Bas-Saint-Laurent	8	-	-	Matane, Matapédia, Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	-	-	Domaine-du-Roy, Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	-	-	Charlevoix-Est, Île-d’Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Québec, Côte-de-Beaupré, Charlevoix

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 104 : Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l’obligation et à l’implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉ	
Mauricie	6	-	-	La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	7	-	-	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit
Montréal	1	-	-	Montréal
Outaouais	5	-	-	Collines-de-l’Outaouais, Gatineau, Papineau, Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	5	-	-	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, Vallée-de-l’Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	6	-	-	Golfe-du-Saint-Laurent, Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	2	-	-	A.R. Kativik, Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5	-	-	Bonaventure, Côte-de-Gaspé, Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Rocher-Percé À compléter : Avignon

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 104 : Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l’obligation et à l’implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉ	
Chaudière-Appalaches (Cliche)	9	1	-	Bellechasse, Les Etchemins, L’Islet, Lévis, Lotbinière, Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches <u>À compléter</u> : Beauce-Sartigan
Laval	1	-	-	Laval
Lanaudière	6	-	-	D’Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L’Assomption, Montcalm
Laurentides	7	1	-	Antoine-Labelle, Argenteuil, Laurentides, Pays-d’en-Haut, Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes <u>À compléter</u> : Mirabel
Montréal	15	-	-	Acton, Brome-Missisquoi, Haut-Richelieu, Marguerite-D’Youville, Longueuil, Pierre-De Saurel, Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Maskoutains, Rouville, Haut-Saint-Laurent, Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	5	-	-	Arthabaska, Bécancour, L’Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 105 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité :

- La municipalité est maître d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la sécurité civile du MSP est de venir appuyer les municipalités dans ses actions. Le MSP est proactif dans ses interventions et s'assure que la municipalité a les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des sinistrés.
- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.
- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.
- Le montant de la participation financière est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la population de la municipalité, selon le Programme général d'aide financière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 106 : Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 107 : Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.

DIRECTIONS	PERSONNEL DE SOUTIEN ET TECHNICIENS	PROFESSIONNELS	CADRES
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	69	182	21
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	2	6	1
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord	2	6	1
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik	1	6	1
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec	2	5	1
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie	2	8	1
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides	3	11	1
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	2	6	2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 108 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=//S_2_3/S2_3R2.htm

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 109 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 88 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 110 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Veillez vous référer à la question 89 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 111 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Veillez vous référer à la question 90 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 112 : La liste des conditions et des tests requis pour être admissible à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

Veillez vous référer à la question 91 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 113: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

Les mesures de réduction budgétaires concernant les traitements sont les suivantes :

- Effectuer une réduction annuelle récurrente de 1 % de la masse salariale basée sur les traitements apparaissant aux états financiers du 30 juin 2009 pour les exercices 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 (1 % de 16 641 351 \$), la cible de réduction totale demandée dans le plan d'action étant de 665 656 \$, soit quatre années de 166 414 \$, et ce, aux conditions suivantes :
 - Non-remplacement des postes laissés vacants lors de départs à la retraite, lesquels sont soumis à l'évaluation de la direction générale;
 - Réduction de la masse salariale allouée aux emplois occasionnels, laquelle est soumise à l'évaluation de la Direction des ressources humaines.
- Ne verser aucun boni forfaitaire au rendement au personnel de direction et aux cadres pour les exercices débutant en 2010 et en 2011.

	Cible cumulative de réduction des dépenses des traitements	
	2012-2013	2013-2014 ¹
<u>Cible :</u> En milliers de dollars	499,2	665,7
En pourcentage	3,0 %	4,0 %
<u>Résultats</u>	550,2	-

¹ Cible cumulative prévue au 30 juin 2014, résultat 2013-2014 sera connu le 30 juin 2014 seulement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 113: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

Les mesures de réduction budgétaires concernant les dépenses de nature administrative sont les suivantes :

- Effectuer, à compter de l'exercice 2010-2011, une réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative qui atteindra 10 % en 2013-2014, et ce, aux conditions suivantes en réduisant dès 2010-2011 de :

25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacement

- La réduction totale fixée par l'École de 2010-2011 à 2013-2014 atteindra 108 300 \$.

	Cible cumulative de réduction des dépenses de nature administrative	
	2012-2013	2013-2014 ¹
<u>Cible :</u> En milliers de dollars	68,4	108,3
En pourcentage	10,8 %	17,1 %
<u>Résultats</u>	94,7	-

¹ Cible cumulative prévue au 30 juin 2014, résultat 2013-2014 sera connu le 30 juin 2014 seulement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.04

QUESTION 114 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 73 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 115 : La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Veillez vous référer à la question 74 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 116 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour 2012-2013 et 2013-2014 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.

Veillez vous référer à la question 75 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 117 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour 2012-2013 et 2013-2014 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Veillez vous référer à la question 76 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 118 : Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 77 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 119 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 78 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 120 : La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Veillez vous référer à la question 79 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 121 : Le nombre de dossiers reçus pour 2012-2012 et 2013-2014 par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).¹.

Veillez vous référer à la question 80 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Incluant également les corps de polices autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et les enquêteurs de l'UPAC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 122 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2014, par catégorie et par origine.

Veillez vous référer à la question 81 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 123 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 82 du groupe de l'Opposition officielle.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs (2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 124 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuse, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur des dispositions de la loi 80, le 15 juin 2006, 388 demandes d'excuse ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière. Le Comité de déontologie policière a rendu 369 décisions, dont 38 défavorables aux policiers requérants.

Les 19 dossiers restants sont soit en délibéré ou feront l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier 2014-2015.

Au cours de l'année financière 2013-2014, 29 demandes d'excuse ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 19 décisions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 125 : Pour 2012-2013 et 2013-2014, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave dans le cadre d'une intervention policière	Décès par balle ou blessure grave par balle dans le cadre d'une intervention policière	Décès ou blessure grave dans le cadre d'une intervention policière (autre que par balle)	Décès ou blessure grave à la suite d'une poursuite policière avec véhicule	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave lors de la détention policière	Décès ou blessure grave lors de la détention policière	TOTAL
TOTAL	65	90	36	51	11	12	265
2006	4	4	5	5	1	0	19
2007	5	9	4	4	2	6	30
2008	5	10	6	7	1	0	29
2009	5	11	6	15	2	1	40
2010	9	10	4	3	0	2	28
2011	7	22	2	6	0	0	37
2012	10	12	6	6	3	2	39
2013	19	10	2	5	2	1	39
2014 ¹	1	2	1	0	0	0	4

¹ Du 1^{er} janvier au 31 mars 2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 126 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2012-2013 et 2013-2014, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.

Veillez vous référer à la question 66 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 127 : Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 67 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 128 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours de a même période.

Veillez vous référer à la question 68 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 129 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

Veillez vous référer à la question 69 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 130 : La liste des enquêtes terminées en 2012-2013 ¹ et 2013-2014 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Veillez vous référer à la question 70 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 131 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2014 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Veuillez vous référer à la question 71 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 132 : Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 72 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 133 : Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2013-2014, et prévisions pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 83 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

<p>QUESTION 134 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus.</p>
<p>Veillez vous référer à la question 84 du groupe de l’opposition officielle.</p>

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 135 : La répartition des décisions prises par la Commission pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

Veillez vous référer à la question 85 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 136 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour 2012-2013¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 86 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 137 : Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.

Veillez vous référer à la question 87 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 138 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 102 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 139 : Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 93 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 140 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

Veillez vous référer à la question 94 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 141 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 95 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 142 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour 2012-2013 et 2013-2014, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Veillez vous référer à la question 96 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 143 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Veillez vous référer à la question 97 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 144 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour 2012-2013¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 98 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 145 : Le nombre de licences de course, de pistes de courses, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 100 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 146 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour 2012-2013 ¹ et 2013-2014 ainsi que le résultat de la décision.

Veillez vous référer à la question 101 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2012-2013, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2013-2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – 03.01

QUESTION 147 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 99 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 148 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gente féminine dans des bars ou clubs en 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 103 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 149 : Depuis 2006, le nombre de contrôles anti-dopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positifs, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.

COURSES	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008
Nombre de contrôles anti-dopage	1 561	940	683	353	1 249	6 046	10 809
Nombre positifs	12	3	2	2	2	6	16

Conformément à l’application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les années antérieures.

Sanctions liées : En moyenne, 52 jours de suspension ont été imposés pour chaque test positif.

Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles.

SPORTS DE COMBAT	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008
Nombre de contrôles anti-dopage	46	6	12	24	34	34	57
Nombre positifs	0	0	0	1 ¹	0	1 ¹	1 ¹
Heures et lieux	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell	Centre Bell et Colisée Pepsi	Centre Bell et Colisée Pepsi	Casino de Montréal, Centre Bell et Colisée Pepsi	Centre Bell	Centre Bell, Parc Jarry et Studios Mel's

Conformément à l’application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les années antérieures.

¹ Généralement les boxeurs testés positifs sont retirés des programmes de boxe subséquents par le promoteur, donc la Régie n’a pas à sanctionner.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 150 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2012-2013 et 2013-2014, par région.

Veillez vous référer à la question 31 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 151 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 32 du groupe de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 152 : Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la question 19 du groupe de l'opposition officielle.